

L'INCLUSION DANS LA VILLE ET L'ACCES A L'EAU DES POPULATIONS

INSULAIRES

Dans le présent chapitre, nous nous proposons de considérer l'histoire des formes urbaines d'accès à l'eau du point de vue des usagers à partir des cas de Caño de Loro et Tuti¹¹⁰. Il s'agit d'aborder certaines questions qui ont émergé dans le chapitre précédent, mais qui n'ont pas encore trouvé de réponse ni dans les sources que nous avons utilisées jusqu'ici, ni à partir de notre échelle d'approche. Dans cette logique, nous allons nous efforcer d'intégrer des voix différentes de celles des élites – ingénieurs, journalistes, médecins ou gouverneurs – à l'histoire des formes d'accès à l'eau dans les deux villes. Cela nous permettra de mieux comprendre dans quelle mesure les modalités de gestion de l'eau, pensées pour l'ensemble de l'espace urbain, ont reconfiguré l'organisation des usagers et leur manière de comprendre la nature de cette ressource.

Les villages de Caño de Loro et de Tuti ont la particularité d'être installés sur des îles proches spatialement et économiquement des agglomérations auxquelles ils sont rattachés administrativement : pourtant, ils ont pendant longtemps été considérés comme des zones rurales¹¹¹. Par conséquent, le partage des rôles pour le contrôle de l'eau a été problématique tout au long de l'histoire de chaque village alors que l'administration urbaine a revendiqué, à plusieurs reprises, un certain pouvoir sur les ressources de ces deux îles. Cependant, les habitants de Tuti et de Caño de Loro ont en effet été – et restent – largement plus autonomes que les populations des quartiers de la ville dans l'usage et la distribution des ressources de leur entourage.

¹¹⁰ Concernant l'histoire de Caño de Loro, outre les entretiens effectués, nous avons mené des recherches dans la bibliothèque de l'Université de Carthagène et à la *Biblioteca Bartolomé Calvo*, dans l'AHCI et dans les Archives Nationales. Nous nous sommes intéressés de près à l'histoire du lazaret national qui a existé à Caño de Loro entre 1798 et 1950. La thèse de Habid Coneo Geovo à ce sujet (2008) et la bibliographie commentée sur la lèpre en Colombie de Catherin Agudelo et Claudia Platarrueda (2004) ont été d'une grande aide pour notre travail. Quant à Tuti, en plus des entretiens réalisés, nous avons travaillé dans les bibliothèques du département de Sociologie et d'Anthropologie ainsi qu'à l'Institut d'Etudes Africaines et Asiatiques (*Institute of African and Asian Studies - IAAS*) – tous les deux dépendant de l'Université de Khartoum – et au CEDEJ. Enfin, nous avons mené une recherche dans la bibliothèque de Hamdi Ibrahim à Tuti où il est possible de trouver des articles de journal, des écrits académiques mais également des lettres d'habitants à l'administration urbaine ainsi que des mémoires universitaires rédigés par des étudiants de l'île. Son travail a facilité notre recherche sur les discours des habitants quant à la gestion des ressources.

¹¹¹ Tuti a été sous la responsabilité du conseil d'administration des zones rurales de l'Etat de Khartoum jusqu'aux années 1980 et Caño de Loro est encore considérée comme une localité rurale du district de Carthagène.

A ce titre, les récits des habitants des deux villages sur l'histoire de l'approvisionnement en eau débordent largement cette thématique : en narrant des événements liés au partage ou à la gestion de la ressource, nos interlocuteurs articulent leurs trajectoires personnelles, familiales et leurs histoires collectives à des processus plus larges tels le déploiement des villes, la colonisation ou encore la construction des Etats soudanais et colombien. Les conflits actuels autour de la gestion des ressources locales nous ont ainsi souvent été expliqués à partir de différents événements historiques. Comme certains auteurs l'ont déjà signalé (CALLIER-BOISVERT 1994 ; CLEAVER 1995 ; AUBRIOT 2000 ; CASCIARRI 2008 ; VAN AKEN et al. 2009), la trajectoire des groupes sociaux et des formes d'accès et de partage de l'eau contribue à la compréhension de la manière dont la ressource est conçue, mobilisée et partagée au présent. Dans ce sens, les références au passé dans les récits de nos interlocuteurs suggèrent que l'histoire de la distribution de l'eau est indissociable des parcours individuels et collectifs, mais aussi des réseaux spatiaux et des relations de pouvoir qui dépassent les espaces insulaires. La trajectoire des deux villages apparaît en effet fortement liée à l'évolution de chaque ville, mais aussi à des politiques plus larges, qu'elles soient nationales ou transnationales. En conséquence, l'observation des formes d'accès à l'eau contribue à notre sens à minimiser la tendance – que certains auteurs reprochent aux études anthropologiques en milieu urbain – qui consiste à découper, à l'intérieur du « phénomène urbain », des enclaves ou des isolats (DE LA PRADELLE 2000, p. 46).

Dès lors, nous nous sommes intéressés dans ce chapitre à l'histoire du peuplement de Tuti et de Caño de Loro, en relation à Khartoum et à Carthagène. Dans cette perspective, partir des traces des équipements abandonnés – citernes du lazaret à Caño de Loro, puits à Tuti – pour retracer l'évolution du peuplement s'est révélé très fructueux. Selon David Mosse, ces équipements dédiés au captage et au stockage de l'eau constituent des « routes vers la mémoire sociale » (MOSSE 2003, p. vi) : construits et mis en place par les autorités chargées de la gestion des ressources tout au long de l'histoire des populations, ils peuvent rendre compte des transformations dans les relations politiques et sociales (MOSSE 2003).

Nous traiterons l'histoire du peuplement des villages en suivant la structuration des récits de nos interlocuteurs, tout en traitant en parallèle l'évolution des formes d'accès à l'eau. Il s'agira donc de partir de la fondation présumée de ces localités jusqu'à la période pendant laquelle chacune des deux populations commence à accéder à l'eau du réseau urbain, soit plus ou moins dans les années 1960 et 1970 dans les deux cas. Nous commencerons par l'exemple de Caño de Loro (§ 2.1) avant de traiter celui de Tuti (§ 2.2).

2.1. Aperçu historique de Caño de Loro : peuplement et modes accès à l'eau

2.1.1. Approche à l'histoire à Caño de Loro

Au moment d'aborder l'histoire de Caño de Loro, nous avons été confrontés à un manque de données important : malgré le nombre conséquent d'études portant sur le lazaret national qui y avait été installé pendant longtemps, aucune recherche n'avait été entreprise sur les populations du village. De plus, les habitants de Caño de Loro – dits aussi Loreños¹¹² – évoquent rarement des récits collectifs allant au-delà des trajectoires personnelles. En conséquence, la connaissance des événements et la légitimité pour narrer l'histoire collective au-delà de deux à trois générations sont réparties de manière très inégale dans le village. Pendant notre quête, la plupart des gens, de différents âges et dans des contextes divers, affirmaient ainsi ne pas connaître des épisodes anciens et nous dirigeaient souvent vers Monsieur Evo qui était censé maîtriser cette histoire collective.

Ce rapport à l'histoire, entre méconnaissance et dédain – très différent de celui de nos interlocuteurs à Tuti comme nous le verrons par la suite –, nous est apparu comme un trait caractéristique d'un mode de fonctionnement commun très ancré sur un passé court et sur le présent. En l'occurrence, Monsieur Evo nous a expliqué qu'il a mené des enquêtes historiques en raison de conflits sur l'attribution des titres fonciers : son objectif était alors de trouver des éléments pour démontrer aux administrateurs urbains et aux nombreux spéculateurs que les habitants du village étaient les propriétaires légitimes des parcelles qu'ils habitaient. Faute de titres, le seul moyen pour justifier la propriété des terres était de prouver une installation ancienne, si ancienne qu'elle leur conférait le droit de propriété par occupation. La recherche historique d'Evo montre que les enjeux actuels du partage des ressources à Caño de Loro s'inscrivent dans une histoire plus large aussi bien dans l'espace que dans le temps.

A cet égard, la manière dont nous avons abordé l'histoire du village est profondément tributaire de l'expérience d'Evo et de cette manière particulière de traiter l'histoire collective qu'ont les habitants de Caño de Loro.

¹¹² Gentilé des habitants de Caño de Loro.

2.1.2. L'esclavage, la traite négrière et le peuplement de Caño de Loro

Pour Evo (60 ans), artisan constructeur d'embarcations en fibre de verre, l'histoire de Caño de Loro commence à la période très lointaine des grandes migrations continentales et est parsemée des batailles sanglantes et des pillages menés par les Espagnols qu'il a appris à l'école. Il nous explique à ce propos :

« (...) Caño de Oro¹¹³, fût fondé et habité avec la découverte de Christophe Colomb dans le XIV^e siècle, mais les premiers habitants de cette île, qui s'appelaient l'île de Carex ou de Codego, ont été les Indiens Caribes, qui venaient du Nord par le détroit de Béring et du Sud d'une île appelée Polynésie » (entretien 2, 14/12/2010).

En retraçant les débuts de l'histoire de Caño de Loro de cette manière, notre interlocuteur donne un caractère quasi atemporel au village et ancre des processus historiques plus globaux dans l'espace familial de l'île. Ces récits trouvent un écho dans les chroniques des historiens car les narrations de la naissance de Carthagène commencent souvent par la défaite des Indiens de l'île de Codego¹¹⁴.

Après la fondation officielle de la ville, Carthagène et Tierra Bomba ont entretenu des rapports divers tout au long de la période coloniale, notamment par l'installation d'importantes *encomienda* et *hacienda* qui intégraient l'île dans l'économie du continent. Il est toutefois difficile de tracer la succession des propriétaires fonciers sur l'île à cause des informations quelquefois contradictoires et difficilement interprétables : les terres auraient tantôt été des *encomienda*, tantôt des *hacienda*, et elles seraient passées entre les mains de particuliers souvent représentants de la couronne¹¹⁵, leur statut variant donc entre la propriété

¹¹³ L'usage du nom Caño de Oro (canal d'Or), et non pas Caño de Loro (littéralement : canal du perroquet), est peu courant dans les textes avant les années 1980. Pendant l'époque coloniale, l'emplacement actuel du village est désigné comme Punta Periquito (Pointe Perroquet) (LAWS 1741), perroquet pouvant être traduit par *loro* en espagnol. En 1798, le nom Caño de Loro apparaît dans le projet de déplacement du lazaret de Carthagène (AGUDELO AREVALO et PLATARRUEDA VANEGAS 2004). L'historien Dimas Badel affirme néanmoins en 1943 que le nom original est bien Caño de Oro tout en se plaignant de la « déformation » que les gens en font (BADEL 1943). D'autres auteurs ont repris cet argument plus récemment (BOSSA HERAZO 2005, p. 252). Dans certains entretiens, à l'instar de ceux menés avec Evo, et dans des textes produits par le professeur du lycée du village de Caño de Loro (ESCORCIA BARROS 2009), l'accent est mis sur le choix du nom Caño de Oro en référence aux galions espagnols qui traversaient la baie chargés d'or. Nous respecterons, au long de notre travail, le choix du toponyme fait dans chaque texte ou par chaque interlocuteur.

¹¹⁴ Les premières références à l'île dans les chroniques datent de 1504 lorsque Juan de la Cosa et Luis Guerra y capturent 600 Indiens (DEL CASTILLO 1994). Elle est encore citée en 1526 lorsque Rodrigo de Bastidas y capture 500 Indiens (DEL CASTILLO 1994). Lors de la fondation de Carthagène en 1533 il est dit que Pedro de Heredia a quant à lui attaqué les villages de Carex et de Carón sur l'île de Codego – actuellement Tierra Bomba (URUETA 1886).

¹¹⁵ En 1540, Pedro de Heredia s'est attribué l'*encomienda* de Carex (DEL CASTILLO 1994), qui apparaît en 1546 enregistrée sous le nom de Jerónimo Rodriguez (BOSSA HERAZO 2005) avant qu'elle tombe sous l'administration de la couronne en 1560. Si l'*encomienda* de Carex est placée sous la responsabilité de

privée et celle du roi et du royaume. Nous verrons dans la troisième partie de la thèse (§ 7.2) que ce flou permet aux différents acteurs impliqués dans la gestion des terres de l'île de mobiliser différemment l'histoire pour légitimer leur usage effectif des terrains.

Avec l'expansion urbaine et dans l'optique de défendre le port, l'île devient très vite un lieu privilégié pour l'extraction de la pierre et de la chaux nécessaires à la construction d'édifices civils et militaires. En 1595, quinze ans après que la traite négrière soit consolidée avec le rattachement du Portugal à la couronne de Castille (MAYA 2000), l'architecte militaire Giovanni Battista Antonelli envisage d'amener des Africains pour exploiter les carrières de l'île dans le but de construire des murailles (URUETA 1886). Une colonie de trente esclaves y est alors établie dès 1608 (MARCO DORTA 1960, p. 149). L'arrivée des Africains sur l'île constitue un moment fondateur pour Evo :

« (...) [les Espagnols] ont commencé une espèce de business, ils ont amené des Africains comme esclaves dans cette terre (...) Ils n'acceptaient pas les Africains vieux, mais des jeunes de dix-sept et dix-huit ans qui puissent tenir la traversée (...) c'est un esclave qui a donné le nom de Tierra Bomba à l'île, parce que la terre paraissait bombée avec les racines des mangroves (...) Quant à l'histoire de Caño de Loro, une fois que les esclaves et les Indiens et les Espagnols se sont trouvés ici, il s'est formé un bazar total qui a amené comme conséquence notre métissage, tu comprends ? Ce que l'on est aujourd'hui, notre histoire (...) [Ensuite] certaines [personnes] sont venues de Moñitos, d'autres d'ici de la côte, d'autres du Canal del Dique, de (...) enfin ces différentes personnes se sont réunies progressivement et s'est fait le petit village que l'on connaît aujourd'hui comme Caño de Oro » (entretien 2, 14/12/2010).

Il est possible d'imaginer que l'installation de ces esclaves, pour travailler dans les fours et dans les carrières situées actuellement à Caño de Loro, a permis la consolidation d'un noyau de peuplement, comme cela a été le cas pour des exploitations agricoles autour de la ville fortifiée (URUETA 1886 ; MARCO DORTA 1960). Or, l'arrivée des Africains au village constitue un événement qui permet d'opérer un double aller-retour entre l'histoire plus globale et l'histoire locale, mais aussi entre le passé et le présent. En liant un phénomène large, comme la traite et l'esclavage, de manière directe avec la formation du village de Caño de Loro, la chronique du village est ensuite projetée dans une histoire de métissage revendiquée aujourd'hui à l'échelle du continent. La question de l'esclavage reste ainsi peu évoquée par nos interlocuteurs à Caño de Loro qui s'inscrivent plus couramment dans une dynamique de métissage : à l'instar d'autres milieux populaires de la ville, la traite et l'esclavage ne sont pas mobilisés à des fins politiques ou identitaires. A ce titre, Elisabeth

Jerónimo de Portugal en 1611 (RUIZ RIVERA 1995), elle est devenue six ans plus tard une *hacienda*, propriété d'Alonso de Navas dont la fille aurait vendu en 1631 l'Estancia de San Bernabé de Tierra Bomba aux Jésuites (BOSSA HERAZO 2005). Pour d'autres historiens, l'île aurait été une *encomienda* de Juan de Villoria au XVII^e siècle (URUETA 1886).

Cunin (2003) affirme que le système esclavagiste a eu deux particularités à Carthagène en relation au modèle de la plantation plus développé dans le Sud-ouest du pays et dans le reste du continent. D'une part, par son statut de port commercial, il s'agissait principalement d'un lieu de transit des esclaves et, d'autre part, quand ils y restaient ils étaient employés principalement comme domestiques (CUNIN 2003, p. 102). Ses caractéristiques auraient eu, selon l'auteure, des répercussions sur la construction des critères d'altérité dans la ville et sur l'instrumentalisation de la question de l'esclavage à des fins politiques et identitaires.

Dans ce contexte, l'administration municipale et les politiques nationales se réapproprient et mettent à jour cette histoire, en considérant depuis récemment les habitants des villages insulaires et côtiers de la municipalité – dont Caño de Loro – en tant que population afro-descendante. Pourtant, cette assignation identitaire est aujourd'hui à la fois fortement contestée et mobilisée autant par les populations que par les administrateurs de la ville. Elle fait en outre l'objet d'un important débat dans le monde académique, sur lequel nous reviendrons dans la troisième partie de la thèse (Ch. 7). Notons à ce stade qu'en soulignant la rupture que constitue la traite et l'esclavage, notre interlocuteur a incorporé dans son récit les dimensions raciales et ethniques qui se trouvent aujourd'hui au cœur des conflits pour l'accès aux ressources entre les populations locales, la municipalité et l'Etat. Ce faisant, il indique un élément historique dont la réélaboration par différents acteurs sociaux est incontournable pour comprendre les formes contemporaines d'accès et du partage de l'eau et de la terre.

2.1.3. *L'installation de la léproserie¹¹⁶ : Caño de Loro entre dans les chroniques*

Après avoir évoqué le passage de Béring, la colonisation, la traite et l'esclavage, Evo précise : « ça c'est l'histoire *pesada* (lourde). L'histoire plus *liviana* (légère) est qu'à Caño de Oro existait un hôpital appelé San Lazaro qui accueillait tous les lépreux des différentes zones du pays que l'on amenait ici pour être soignés (...) » (entretien 2, 14/12/2010). Le fait qu'Evo utilise l'installation de la léproserie pour introduire l'histoire locale, qu'il qualifie de « légère », ne paraît pas anodin puisque le nom du village de Caño de Loro apparaît pour la première fois au XVIII^e siècle dans des projets visant à construire la nouvelle léproserie de

¹¹⁶ Avec les réglementations internationales qui suggéraient l'isolement des malades de lèpre, se sont créés des léproseries. Il s'agissait des vrais villages qui comprenaient des lieux d'habitations, des infrastructures collectives et des bâtis publics (AGUDELO AREVALO et PLATARRUEDA VANEGAS 2004). On parlera non plus de léproserie mais de lazaret ou *leprocomio* après la constitution de la République de la Nouvelle Grenade en 1833 (AGUDELO AREVALO et PLATARRUEDA VANEGAS 2004).

Carthagène. Avant cette période, il s'agit d'une histoire qui concerne l'île de manière générale, la Pointe du Perroquet ou le village en tant qu'hameau anonyme. La trajectoire de la population de Caño de Loro est donc intimement liée à celle du lazaret national qui ne se limitait pas un hôpital puisqu'un véritable village, séparé d'un kilomètre de celui de Caño de Loro¹¹⁷, y regroupait les lépreux du pays. A cet égard, le peu de données que nous avons obtenues dans les archives sur le village de Caño de Loro proviennent d'informations plus ou moins anecdotiques liées à l'histoire officielle de cette institution. Cette dernière revêt une grande importance dans l'histoire de Caño de Loro, non seulement parce que le lazaret a contribué à la croissance et à la reconnaissance administrative du village, mais aussi parce que son installation, son développement et plus tard son démantèlement ont joué un rôle primordial dans le choix des modalités de gestion des ressources.

C'est en 1763 que les architectes et les administrateurs coloniaux programment le déplacement de l'hôpital des lépreux, situé au pied du mont de San Lazaro à Carthagène, dans le cadre du projet de construction du château de San Felipe de Barajas sur cette colline. L'hôpital pouvait en effet compliquer les manœuvres militaires dirigées depuis le château et représentait une menace pour la santé de la population urbaine¹¹⁸. Le déplacement du lazaret s'insère en outre dans une politique de santé publique préconisant la réclusion et l'isolement des malades, répandue dans tout le territoire colonial à l'instar de ce qui existait au même moment en Europe (OBREGON TORRES 2002). Plusieurs lieux sont alors proposés pour accueillir la nouvelle léproserie, parmi lesquels les environs de la « Carrière du roi », ou « Ancienne Carrière » dans ce qui est actuellement Caño de Loro. La trajectoire de ce village s'articule ainsi avec une histoire plus large : celle de la colonie mais aussi celle du traitement du fléau mondial de la lèpre. Marco Dorta écrit à propos du déplacement de la léproserie :

« Antonio de Arévalo (ingénieur militaire) s'est prononcé en faveur de la Cantera Vieja (Ancienne Carrière) qui était à une distance seulement de deux lieues de la place [principale de Carthagène], et qui comptait de nombreux matériaux de construction : de la pierre, du sable, un four à chaux de propriété royale, du bois et de l'argile pour la construction des tuiles et briques, en plus de l'eau fournie par deux puits ou *cacimba* inépuisables »¹¹⁹.

¹¹⁷ A des fins de clarification, nous utiliserons le mot « hameau » pour désigner le village des populations saines. Dans cette logique, le terme « lazaret » ne renvoie pas à la structure hospitalière et administrative qui se trouve dans le hameau, mais au sens large au village des malades lui-même.

¹¹⁸ Dans le vice-royaume de la Nouvelle Grenade, le premier foyer de contagion de la lèpre a été identifié dans le port de Carthagène, qui constituait le lieu d'entrée de populations d'origines diverses véhiculant le bacille de Hansen, cause de la maladie. Le premier cas diagnostiqué date de 1552 et le premier lazaret d'Amérique du Sud a été construit à Carthagène (OBREGON TORRES 2002).

¹¹⁹ « *Arévalo se pronunció en favor a favor de la Cantera Vieja, que solo distaba de la plaza dos leguas y tenia al pie abundantes materiales de construcción : piedra, arena, un horno para cal de propiedad real, barro para*

Il convient de remarquer ici que l'un des atouts de l'actuel site de Caño de Loro, mis en avant pour justifier le déplacement de la léproserie, est la présence abondante de ressources hydriques. L'importance de ces sources est toutefois ternie par la mauvaise qualité d'eau qu'elles produisent, à tel point que les malades de lèpre écrivent en 1806 une lettre au gouverneur de la province pour s'en plaindre. Ce courrier décrit l'eau comme issue de pierres qui laissent un sédiment dans le fond des récipients (URIBE 2003). Néanmoins, outre les puits et les *cacimba*, les *hacienda* de l'île contiennent des sources et des réservoirs particulièrement prisés et inventoriés entre les biens immeubles des propriétés. Dans un contrat de vente signé en 1850, il est possible de lire :

« Garcia de la Vega, Josefa vend aux seigneurs Druce Eckart et cie. une *hacienda* de campagne nommée Tierra Bomba (...) Le contenu de l'*hacienda* est le suivant : une *caballería*¹²⁰ et demie de terre, un four de chaux en bon état, un puits en pierre et chaux [d'eau] douce, un grand réservoir pour ramasser de l'eau douce, trois belles bassines en pierre pour donner l'eau aux animaux au pied du puits, un champ de *níspero* (*Manilkara huberi*) (...) une maison »¹²¹.

A ces sources d'eau éparpillées sur l'île, il faut enfin ajouter les citernes qui ont été construites dans la plateforme de Santangel et dans les châteaux de Bocachica à Tierra Bomba pour les troupes et les particuliers, avant même la mise en place du lazaret.

Selon la correspondance administrative de l'époque, la construction de l'hôpital a été terminée en 1798 (MARCO DORTA 1960) et il a été mis en fonctionnement en 1806 ou en 1808 selon les sources (URIBE 2003 ; BOSSA HERAZO 2005). Peu après l'édification de la léproserie, les premières batailles de la guerre d'indépendance se déroulent à Carthagène. S'il y a peu de références au lazaret dans ces années mouvementées, l'incendie de l'hôpital et le massacre des populations de Caño de Loro perpétrés par le général royaliste Francisco Tomas Morales lors du siège de Carthagène en 1815 restent dans les chroniques (URUETA 1886 ; LEMAITRE 1983). Cet épisode a apporté au village une triste célébrité à laquelle fait référence une plaque installée dans la Promenade des Martyrs, lieu de transit touristique et passage obligé des citoyens situé au centre-ville de Carthagène (photo 2). Intitulé « Hommage du peuple de Carthagène des Indes à ses martyrs inconnus fusillés en 1814 aux effets de la

hacer tejas y ladrillos y leña, además del agua que proporcionaban dos inagotables pozos o "cacimbas" » (MARCO DORTA 1960, p. 286).

¹²⁰ Unité de surface utilisée dans les colonies espagnoles. Elle désignait la portion de terre octroyée aux soldats de haut rang suite aux campagnes de conquête, et était équivalente à une superficie d'environ 1800m².

¹²¹ « *García de la Vega, Josefa vende a los Sr. Druce Eckart y Cia., una hacienda de campo nombrada Tierra Bomba (...) Siendo el contenido de la expresada hacienda lo siguiente: Caballería y media de tierra, un horno de cal en buen estado, un pozo de cal y canto [de agua] dulce, un albercón para recoger agua dulce, tres piedras hermosas para dar agua a los animales al pie del pozo, un hermoso frutal de nísperos, una casa » (prot.157, Tomo 1, Fol. 288/1850).*

pacification de 1815 »¹²², cet ornement commémoratif contient une liste de noms des personnes fusillées et il est possible d'y lire :

« (...) A través eux, nous rendons hommage aux quatre-cents sacrifiés dans les bords de la mer de Bocachica en décembre 1815 (...), aux malheureux lépreux qui se trouvaient, en nombre considérable, dans le Lazaret de Caño de Loro et qui ont été brûlés vifs. A eux tous, nous, Carthaginois, devons notre liberté »¹²³.



PHOTO 2 : PROMENADE DES MARTYRS A CARTHAGENE. Janvier 2011. L. Arango.

A ce titre, cette plaque constitue à la fois le souvenir d'un événement liant l'histoire du village à la formation de l'Etat-nation colombien et une inscription spatiale du rapport historique entre Caño de Loro et Carthagène, relations qui s'articulent pendant longtemps autour du lazaret. Excepté cet épisode et quelques combats qui ont eu lieu à Tierra Bomba, il y a peu de données, voire aucune, sur les populations de l'île jusqu'à la décennie suivant l'indépendance acquise définitivement en 1821. Il faut en effet attendre 1833 pour retrouver

¹²² *Homenaje del pueblo de Cartagena de Indias a sus mártires desconocidos. Fusilados en el año de 1814 por efectos de la pacificación de 1815.*

¹²³ « A través de ellos le rendimos homenaje a los cuatrocientos sacrificados a orillas del mar en Bocachica en diciembre de 1815 (...), a los infelices leprosos que en número considerable se hallaban en el lazareto de Caño de Loro y que fueron quemados vivos. A todos ellos les debemos los cartageneros la libertad ».

des informations sur le lazaret de Caño de Loro, lorsque son administration est reprise par les autorités de la République de la Nouvelle Grenade, et que les comptes-rendus administratifs et financiers deviennent plus nombreux¹²⁴. Ceux-ci donnent une idée du fonctionnement de la structure tout en fournissant accessoirement des indications sur la population du village qui se trouve alors à côté.

2.1.4. Le lazaret national et l'étatisation de l'approvisionnement en eau

En 1833, une loi est promulguée pour l'établissement de lazarets dans les trois districts de la nouvelle république (AGUDELO AREVALO et PLATARRUEDA VANEGAS 2004), plaçant l'hôpital de Caño de Loro sous la responsabilité directe du pouvoir exécutif national (FAr 5820 V.8) bien que la direction, l'inspection et la gestion des employés soient confiées au gouverneur de la province de Carthagène. Jusqu'au démantèlement du lazaret, les dépenses des malades – alimentation, médicaments et vêtements – sont financées par des revenus publics étatiques ou provinciaux ainsi que par des organisations caritatives.

Par ailleurs, le pouvoir exécutif approuve en 1835 un nouveau décret réglementant plusieurs aspects relatifs au lazaret de Caño de Loro. Avant toute instruction d'ordre administratif ou financier, des consignes précisent la démarche à suivre concernant les établissements de populations, autres que les malades, déjà présents sur l'île. Ce décret indique ainsi ce qui constituera dès lors une source de tensions entre les habitants de Caño de Loro et le gouvernement, à savoir l'occupation des terres. Le deuxième article du texte ordonne à ce sujet :

« (...) se désigne comme district local du lazaret une surface de 225 *fanegadas*¹²⁵ de terre (...) S'il y avait dans cette zone des habitations ou des cultures appartenant à des particuliers, il leur sera signalé qu'ils doivent les abandonner, et ils les abandonneront de fait, tout en étant indemnisés avec les fonds du lazaret, selon la valeur estimée de ces maisons ou ces cultures dans l'article 193 de la constitution. Dès lors, il ne sera pas permis à des particuliers d'édifier, cultiver, résider, ou exercer aucun type d'activité à l'exception de la résidence des personnes comprises dans certaines dispositions du présent règlement »¹²⁶.

¹²⁴ Le premier bilan administratif date de 1839 (CONEO GEOVO 2008) et on retrouve ensuite des comptes-rendus épars jusqu'au démantèlement du lazaret en 1950. Ceux-ci étaient rédigés par des médecins, souvent directeurs et trésoriers de l'institution.

¹²⁵ Unité de volume ou de surface utilisée en Espagne et dans ses colonies avant l'implantation du système métrique décimal. Une *fanegada* de terre représente la surface nécessaire à la culture d'une *fanega* de céréales, soit environ 55 litres. L'unité de surface qui en découle est donc susceptible de varier selon la qualité de la terre et les céréales mesurées. Dans le cas du lazaret de Caño de Loro, 225 *fanegadas* de terre équivalent à un rectangle d'un kilomètre de long et 25 mètres de côté.

¹²⁶ « *Se designa como distrito local del lazareto un área de 225 fanegadas de tierra (...) y si dentro de dicha área hubiere establecidas ahora algunas habitaciones o labranzas de particulares, se notificará a estos que deben*

En dépit de cette prescription, la population de Caño de Loro n'a cessé d'augmenter d'après les recensements effectués tout au long du XIX^e siècle jusqu'à la fermeture du lazaret. Dans ces dénombremets, les lépreux ne représentent en effet qu'un faible pourcentage de la population totale jusqu'aux premières décennies du début du XX^e siècle, période pendant laquelle le nombre de malades va considérablement augmenter (Tableau 4) :

Evolution de la population de Caño de Loro		Evolution de la population du Lazaret	
Année	Habitants	Année	Malades
1835	170		
		1842	39 - 41
1843	314		
1850	260		
1861	360		
		1871	10
		1874	8
		1875	18
		1876	19-14
		1877	10
		1880	12
1881	501		
		1888	14
		1896	19
		1908	85
1918	726		
		1927	359
		1939	466
		1945	600

TABLEAU 4 - COMPARAISON DE L'EVOLUTION DE LA POPULATION DE CAÑO DE LORO EN RELATION A CELLE DU LAZARET ENTRE 1835 ET 1945¹²⁷

L'approvisionnement en eau du lazaret a par ailleurs été réglementé officiellement par le même décret de 1835 dont l'article 16 prévoit que :

« Pour les besoins ordinaires du lazaret, il y aura une embarcation de quatre rames, une pirogue ou petite barque et un bac. Il y aura aussi une charrette équipée avec sa bête de halage et avec dix barils ou cruches et le matériel nécessaire à son service. [Les tâches à accomplir dans la charrette sont] l'activité policière si besoin et le charriage de l'eau

abandonarlas, y las abandonaran en efecto, indemnizándoles de los fondos del lazareto el valor justipreciado de tales casas o labranzas, conforme al artículo 193 de la constitución. No se permitirá en lo sucesivo a ningún particular que edifique, cultive, resida o ejerza género alguno de industria dentro del distrito local del lazareto, exceptuando en cuanto a la residencia aquellas personas expresamente comprendidas en alguna de las disposiciones del presente reglamento » (FAr 5820 V.8).

¹²⁷ Sources : Coneo Geovo (2008), Sotomayor-Tribín (2011), Montoya y Flórez (1910) et les comptes-rendus des médecins du lazaret ([*Misceláneas*] No. 768, 1927), ainsi que des Gazettes Départementales (n° 927/1874, n°1173/1875 et n° 3668/1922).

nécessaire à la consommation quotidienne, qui ne peut pas être transportée de l'autre côté de la baie par les embarcations »¹²⁸.

Pour ce faire, le registre du personnel comptait donc un porteur d'eau et un capitaine d'embarcation qui devaient effectuer les voyages nécessaires pour transporter l'eau depuis la ville ou depuis les châteaux de Bocachica. L'approvisionnement en eau constitue donc l'une des dépenses les plus importantes du lazaret : plusieurs comptes-rendus annuels demandent à cet égard des fonds pour l'achat de charrettes, de récipients ou afin d'augmenter le salaire du porteur d'eau (CONEO GEOVO 2008). Si cette eau est en principe destinée au service du lazaret, de l'hôpital, des employés de l'établissement et des malades (FAr 5820 V.8), il semble que les populations villageoises en ont bénéficié de manière officieuse. C'est peut-être la raison pour laquelle les habitants ont négligé les sources situées sur l'île, bien qu'ils ne les aient jamais entièrement abandonnées.

Au-delà des relations tissées par le biais de l'eau entre les habitants du village et ceux du lazaret, d'autres rapports apparaissent dans les comptes-rendus. En 1879, le médecin directeur relate ainsi les conflits portant sur la gestion des porcs du hameau qui ont endommagé les habitations du lazaret, ainsi que les négociations stériles avec le régisseur du village pour trouver une solution à ce problème (CONEO GEOVO 2008, p. 59). Dans les listes d'employés et de malades présents dans le lazaret, on trouve en outre des noms de famille qui sont répandus encore de nos jours dans le village, ainsi que le cas d'un habitant de Caño de Loro atteint de la lèpre en 1883¹²⁹:

« (...) [Hermógenes] est né à Caño de Loro et nous avons connu ses grands-parents et ses oncles qui n'ont pas eu la maladie, il n'en va pas de même pour son arrière-grand-père dont nous savons, par le biais de voisins respectables du hameau et par des membres de la famille qu'il a été *lazarino*¹³⁰ et qu'il est mort dans le lazaret, sans que le fatal héritage ait été transmis ni aux parents déjà mentionnés ni au père d'Hermógenes qui a été porteur d'eau dans le lazaret pendant de longues années. La fatalité était réservée au jeune [Hermógenes] Avila, à qui son père chargeait souvent des tâches [dans le lazaret] (...) Inexpert, il avait avec eux [les malades] la plus intime familiarité au point de se reposer souvent dans leurs lits »¹³¹.

¹²⁸ « Para las necesidades ordinarias del lazareto habrá un bote de cuatro remos, una piragua o botecito y un cayuco; y se pondrá también una carreta, dotada con su bestia de tiro y con diez barriles o botijas y los aparejos necesarios para su servicio. Este será el de policía que ocurra y el acarreo de agua necesaria para el consumo diario que no pueda traerse en las embarcaciones y de la parte opuesta de la bahía » (FAr 5820 V.8).

¹²⁹ Dans tous les registres consultés, nous avons trouvé seulement deux cas de personnes du village atteintes de la maladie.

¹³⁰ Malade atteint de la lèpre. Lazare était un personnage biblique mentionné dans l'évangile de Luc où il est décrit comme étant couvert d'ulcères. Il a été associé plus tard avec Saint Lazare qui devint le saint patron des malades de lèpre, d'où l'utilisation du mot « lazaret » pour les désigner les lieux de réclusion et celle de *lazarino* pour les malades.

¹³¹ « (...) [Hermógenes] nació en "Caño de Loro"; y no será oficioso decir que conocimos a sus abuelos y tíos, los que no sufrieron de la enfermedad, no habiendo sucedido igual con su bisabuelo o de quien tenemos

Ces descriptions et comptes-rendus médicaux illustrent certains aspects des rapports que les villageois entretenaient avec les malades, qui sont également évoqués dans nos entretiens. Si certains habitants du village étaient employés dans l'hôpital de manière provisoire ou en tant que fonctionnaires de l'Etat, d'autres – peut-être la plupart d'entre eux – offraient l'hébergement aux visiteurs des malades, vendaient des victuailles ou rendaient de menus services moyennant rémunération à ces derniers comme la lessive, le ménage, le portage d'eau, des bricolages divers, etc. Comme les malades recevaient des allocations de l'Etat et des aides de leurs familles, ils étaient en règle générale plus aisés que les populations du village. Ce flux d'argent a favorisé la consolidation de Caño de Loro.

Crescencio (78 ans) et Ricardo (66 ans) racontent que leurs pères, bouchers d'abattoir, découpaient des bovins qui appartenaient à l'un des malades. La viande était ensuite vendue par les enfants à Caño de Loro, mais aussi dans le lazaret au travers de la grille séparant les deux lieux et qui était surveillée par des policiers (Photo 3)¹³². Par ailleurs, Rafael (79 ans) explique que son père et lui, comme beaucoup d'autres habitants du village, contournaient la clôture par la mer pour aller vendre aux malades du poisson et une partie des fruits et légumes qu'ils cultivaient¹³³. Quand l'eau venait à manquer au lazaret, les villageois, bons marins et avec une longue expérience de marchandage d'autres produits avec les malades, en apportaient du continent pour la commercialiser auprès de ceux-ci ainsi que dans le village. La séparation entre le lazaret et le hameau s'est réduite progressivement au point que, selon plusieurs habitants de Caño de Loro, des habitations étaient accolées à la grille au moment du démantèlement de l'institution. Antonio, l'un des malades qui a vécu dans le lazaret de Caño de Loro jusqu'en 1950 et que nous avons rencontré dans le village d'Agua de Dios – ancien lazaret où on a été déplacés les malades de Caño de Loro –, témoigne de ces relations étroites :

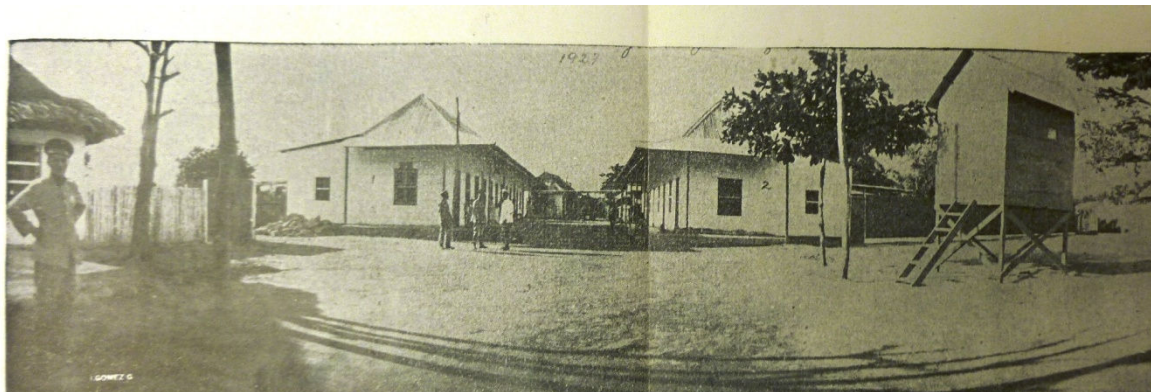
« Le petit village [de Caño de Loro] était très beau et les gens étaient très accueillants (...) il y avait un cordon sanitaire qui divisait le village des sains de celui des malades de lèpre (...) nos femmes devaient quitter le village des malades à 17 heures et se rendre dans celui des sains pour passer la nuit, ma femme a vécu pendant une période dans le village de Caño de Loro » (entretien 32, 12/09/2012).

conocimiento, por vecinos respetables de la aldea y por miembros de la misma familia que fue lazarinero y murió en el lazareto, no habiéndose transmitido la fatal herencia a ninguno de los parientes que hemos mencionado, ni tampoco al padre de Hermógenes, no obstante haber servido allí el destino de aguador por muchos años. Pero la fatalidad estaba reservada al joven [Hermógenes] Avila, a quien su padre encargaba muchas veces sus funciones (...) entrando en los bohíos de los leprosos y como inesperto tenía con ellos la más íntima familiaridad, hasta el caso, según se nos ha informado, de descansar en sus camas en muchas ocasiones » (CONEO GEOVO 2008, p. 81).

¹³² Entretien 6 (12/01/2011) et entretien 28 (24/08/2012) respectivement.

¹³³ Entretien 14 (24/01/2011).

En somme, les habitants du village ont non seulement transgressé les décrets officiels qui ordonnaient l'évacuation de l'île en 1835 mais aussi les recommandations des médecins de l'époque qui préconisaient l'isolement des malades et la rupture de toutes leurs relations avec le reste de la société nationale.



Entrada al Lazareto de Caño de Loro—A los lados, dos nuevos pabellones para habitación de enfermos casados.

PHOTO 3 : **ENTREE AU LAZARET DE CAÑO DE LORO.** Sur le document on peut lire : entrée au Lazaret de Caño de Loro. Aux côtés deux nouvelles maisons pour la résidence de malades mariés (362.1 C151l 20 ed.).

Les villageois finissent cependant le XIX^e siècle dans une situation économique dégradée : fortement dépendant du flux d'argent attiré par les malades et des services basiques fournis à ceux-ci par le gouvernement, Caño de Loro va souffrir, plus que d'autres localités de la région, du marasme économique qui frappe la province dans les décennies de 1870 et 1880 (POSADA CARBO 1994). En 1886, l'historien Jorge P. Urueta décrit Caño de Loro comme une bourgade faisant partie, avec l'*hacienda* de Tierra Bomba, du district de Bocachica et note que : « dans un autre temps, Loro a été paroisse, mais il est aujourd'hui complètement misérable, les voisins se dédient à la pêche et la culture de quelques racines alimentaires »¹³⁴. Plus encore, le médecin directeur du lazaret écrit dans un compte-rendu daté de 1879 :

« J'ai noté précédemment le besoin de construire une maison pour accueillir les employés qui viennent visiter l'établissement. Ce besoin devient urgent à cause de la taille réduite et de l'état de détérioration des cases des habitants de Caño de Loro dont la population est aujourd'hui une des plus pauvres de l'Etat. [Les cases] ne permettent pas aux bons habitants [de Caño de Loro] de proposer une bonne hospitalité commode et convenable »¹³⁵.

¹³⁴ « En otro tiempo Loro fue parroquia, pero hoy está completamente miserable, dedicándose sus vecinos a la pesca y a la siembra de ciertas raíces alimenticias » (URUETA 1886, p. 192).

¹³⁵ « En los informes anuales anteriores he manifestado la necesidad imperiosa que hay de construir una casa como ha existido siempre, para lo empleados que por ley deben de visitar el establecimiento y esta necesidad se hace cada vez más apremiante, por lo reducido y deteriorado de los bohíos de la aldea de Caño de Loro, cuya

Or, ce rapport étroit avec l'Etat, qui détermine profondément l'économie du village, se reflète aussi dans les formes d'accès à l'eau : à la différence des populations urbaines et des autres localités insulaires et côtières de la municipalité – approvisionnées en eau jusqu'au tournant du siècle par des moyens privés et particuliers –, les habitants de Caño de Loro ont très vite été en relation avec les institutions gouvernementales par le biais de cette ressource. Il en découle que le marasme économique des années 1880 est visible dans le déclin des formes du système hydrique du lazaret. Dans le compte-rendu de 1883 rédigé par le médecin, il est possible de lire :

« [Il y a un] manque absolu d'eau potable, car celle qui existe aujourd'hui sur l'île est extraordinairement salée et c'est celle qu'utilisent les habitants du hameau et aussi les malades (...) Selon ce que disent les personnes âgées et ce que nous avons pu voir, nous devons dire (...) [qu'il] y avait une pirogue avec six marins et un capitaine non seulement pour amener les aliments de la ville, mais pour ramener l'eau des châteaux de Bocachica ou d'autres points adjacents de la côte. Enfin ces malheureux ont toujours été sujets à la bienfaisance du chef de l'Etat »¹³⁶.

Ainsi, l'approvisionnement en eau des habitants de Caño de Loro semble constituer un indicateur historique de la situation économique plus large de la région, même s'il existe peu d'informations à ce sujet dans les années qui vont suivre. Carthagène va toutefois sortir progressivement de la stagnation économique dès la fin du XIX^e siècle (POSADA CARBO 1994). Cette redynamisation des secteurs industriel, commercial et touristique va s'avérer significative à plusieurs titres pour les habitants de Caño de Loro et entraîner certaines transformations dans les formes locales d'accès à l'eau.

2.1.5. Début du XX^e siècle : Citernes, tourisme et démantèlement du lazaret

La réglementation de la direction générale des lazarets annonce en 1927 qu'à compter de cette date, une citerne va être construite chaque année¹³⁷ pour capter les eaux pluviales et pour entreposer la ressource achetée en ville pour le lazaret de Caño de Loro ([Misceláneas] No. 768- 1927 et 1939, 362.1 C15i1 20 ed.). Au total, douze citernes vont être édifiées, ayant

población, habiendo llegado a ser una de las más pobres del estado, no permite a sus buenos habitantes proporcionar una hospitalidad cómoda y conveniente » (CONEO GEOVO 2008, p. 59).

¹³⁶ « [hay una] carencia absoluta de agua potable, pues la que existe en toda la isla es extraordinariamente salada, de la que hacen uso los individuos que habitan en la aldea y los del lazareto también (...) Atendiendo a lo que nos ha sido referido por ancianos de aquellos tiempos y por lo que nos consta, debemos manifestar que (...) tenían una piragua con seis marineros y un patrón no solo para llevarles los alimentos de esta ciudad sino también el agua de los castillos de Bocachica u otros puntos de la costa opuesta. En fin aquellos infelices estaban como lo están hoy, sujetos a la mayor o menor benignidad del jefe de estado » (CONEO GEOVO 2008, p. 83).

¹³⁷ Dans les comptes-rendus du lazaret, ces réservoirs d'eau sont nommés *cisternas* : or, on parle plus couramment d'*alberca* à Caño de Loro et un peu moins d'*aljibe*.

toutes la même capacité de stockage (voir carte 6, page 153). Onze d'entre elles sont placées dans le hameau des malades, la dernière étant installée à Caño de Loro afin de subvenir, en principe, aux besoins des employés qui y habitent et au fonctionnement de l'hôpital qui y est situé. Pour l'heure, ces douze citernes sont encore visibles bien que la plupart d'entre elles se soient déjà plus ou moins écroulées (photo 4).



PHOTO 4 : LA CITERNE D'ELMER, CAÑO DE LORO. Janvier 2011. L. Arango.

Seule une citerne a été réparée dans les années 1990 afin de stocker l'eau apportée du continent qui est ensuite vendue au village : nous en aborderons le fonctionnement plus en détail dans la deuxième partie de la thèse (§ 4.4.1.2). Notons à ce stade que les vestiges des citernes marquent non seulement une période de dynamisme économique de la ville de Carthagène et de sa région, mais témoignent surtout de l'ancrage du lazaret dans l'histoire de Caño de Loro. Parmi toutes les infrastructures de l'institution, les seules qui ont subsisté aujourd'hui sont les citernes, les ruines du bâtiment de l'administration et la façade de l'église (Photo 5). Le paysage hydraulique du village a donc été à la fois façonné par la longue histoire de l'installation du lazaret national, par les avis des médecins et par la volonté des hommes politiques qui indiquent une présence précoce de l'Etat dans la sphère locale.



PHOTO 5 : FAÇADE DE L'ÉGLISE DU LAZARET DE CAÑO DE LORO. Août 2012. L. Arango.

Dès le début du XX^e siècle, les Loreños ont entretenu des rapports intenses avec les autres villages de la baie et avec la ville par le biais de l'activité commerciale et portuaire. Nombreux sont les habitants de Caño de Loro à avoir été employés dans les chantiers navals en tant que charpentiers de vaisseau tandis que d'autres commercialisaient en ville du poisson et une partie des produits agricoles qu'ils cultivaient¹³⁸ ; certains fabriquaient et vendaient des canots et on y trouvait même des individus travaillant en tant que marins dans des bateaux de commerce de cabotage et international¹³⁹.

Cette implication des habitants de Caño de Loro dans l'activité commerciale de Carthagène entraîne des conséquences importantes sur les modes de peuplement du village :

¹³⁸ L'agriculture n'a pas été développée à grande échelle à Caño de Loro et seulement des cultures de défrichage et des brûlis étaient pratiqués principalement pour la consommation domestique. Certains visiteurs ont décrit une activité commerciale dans le village et avec le lazaret (ROYO Y GOMEZ 1947) tandis que d'autres signalent qu'une partie des légumes et du charbon utilisés à Carthagène provenaient des villages proches dont « la partie saine » de Caño de Loro (PRETELT 1929, p. 65).

¹³⁹ Ces embarcations transportaient des produits divers, et certaines d'entre elles allaient dans les côtes du Sud de l'Atlantique colombien et entraient dans les terres par les fleuves Sinú et Atrato afin de rapporter des marchandises au port de Carthagène : métaux précieux, bois, charbon, noix de coco, viande, caoutchouc. D'autres bateaux se rendaient jusqu'aux îles voisines, sur les côtes de Panama et jusqu'aux Antilles pour apporter du bétail bovin, du sel et d'autres produits de consommation ainsi que pour ramener du tabac et de la céramique.

les marins en déplacement se marient souvent avec des femmes de villages plus ou moins lointains situés dans les îles, les côtes ou les bourgs de l'intérieur du pays. Par conséquent, les liens de parenté de la plupart des habitants de Caño de Loro s'étendent effectivement non seulement à la ville de Carthagène, mais dans un vaste rayon de la région. Pour autant, le secteur touristique ne paraît pas avoir un impact similaire : les personnes âgées de Caño de Loro disent ne pas avoir été directement concernées par ces activités qui se développent à Carthagène dès les premières années du XX^e siècle, bien que les excursions de découverte de la baie, proposées aux touristes dans des journaux en 1923, prévoient de passer par le village :

« Nous informons au public que les dimanches, à partir de demain, et les jours fériés, sortira du quai Los Pegasos l'embarcation "Sol" qui est belle et sûre. Avec une capacité de 25 passagers elle fait le parcours suivant aller – retour : Caño de Loro, Château de Bocachica, San Fernando, Pasacaballos, Buenavista et Cospique »¹⁴⁰.

Ces visites n'ont probablement jamais eu lieu à Caño de Loro à cause de la présence des malades, mais le tourisme a tout de même eu un impact important à Caño de Loro. Pour Evo, considéré comme un spécialiste de l'histoire du village, le démarrage de ces activités coïncide surtout avec la fermeture du lazaret¹⁴¹:

« (...) les touristes se sont plaints, ils ont fait une protestation en disant qu'ils venaient visiter les châteaux de Bocachica qui sont très proches et qu'ils devaient passer par ici, mais que s'il y avait un hôpital de lépreux à Caño de Loro, ils ne pouvaient plus passer. Cela [gênait] l'embellissement, dégradait les alentours et, du fait que le tourisme n'avancait pas, on a décidé de déplacer l'hôpital de San Lazaro à Agua de Dios. Cela a eu lieu dans les années 1950, l'année pendant laquelle je suis né. Tout de suite après, l'Etat a autorisé la démolition de tout ici, car on craignait que la lèpre laisse des germes, des bactéries ou quelque chose. Alors on a pris des avions Hercules de l'armée et on a bombardé toute la zone qui est ici autour de nous (...) Comme [Caño de Loro] faisait partie du lazaret, les gens ont vécu avec l'averse de projectiles, mais à aucun moment ils n'ont émigré, ils auraient préféré mourir ici qu'abandonner leurs terres » (entretien 2, 14/12/2010).

Le drame que constitue le bombardement du lazaret, narré par notre interlocuteur comme un moment de panique où des gens ont failli mourir et des habitations ont risqué d'être détruites, est présenté comme un épisode de prouesse technique dans la presse nationale :

¹⁴⁰ « Se avisa al publico que los domingos comenzando desde mañana y días feriados, saldrá de muelle de Los Pegasos la hermosa y segura lancha de 25 pasajeros "Sol" para hacer el siguiente recorrido de ida y vuelta: Caño de Loro, Castillo de Bocachica, San Fernando, Pasacaballos, Buenavista et Cospique » (SIERRA ANAYA 1998, p. 107).

¹⁴¹ La clôture de l'hôpital était prévue dès 1936, comme en témoigne le contrat signé par le gouvernement pour le déplacement par bateau des malades de l'hôpital de Caño de Loro au port de la Dorada (347.4 B17v 19 ed.). Cependant, plusieurs litiges ont repoussé le déplacement des malades à 1950 : les avions de l'Armée Nationale ont refusé de transporter les malades (*El Universal* 24/01/1950) et ce fût la compagnie privée Saeta qui finit par effectuer le trajet (entretien 32, 12/09/2012).

« Une nouvelle démonstration de technique et de préparation humaine sera réalisée par l'armée aérienne demain pendant le bombardement qu'effectueront des avions B-25 et F-47 sur l'île de Tierra Bomba, dans la juridiction de Carthagène, où fonctionnait auparavant le Lazaret de Caño de Loro (...) Les Ministères de Guerre et de l'Hygiène, en accord commun et après des études complètes en la matière ont décidé de détruire le hameau de Caño de Loro (...). En plus, comme il s'agissait d'une excellente opportunité pour que les avions de guerre réalisent une vraie pratique d'attaque qui serve d'entraînement et de démonstration de la capacité de nos pilotes militaires, il a été convenu de détruire le *leprocomio*¹⁴², en lançant sur le hameau, aujourd'hui inhabité, des bombes de T.N.T. hautement explosives avec lesquelles tout bâti sera rasé »¹⁴³.

Ce décalage important entre le récit officiel relayé par les chroniques journalistiques (*El Tiempo* 14/08/1950 et *El Tiempo* 20/09/1950) et l'expérience des habitants de Caño de Loro témoigne de cette possibilité subversive offerte par la narration locale de l'histoire. Selon certains auteurs, celle-ci suppose que les individus se créent des espaces d'autonomie, de déviance, ou de protestation en évoquant leur propre trajectoire (KALB et al. 1996) et en la confrontant, comme dans le cas de Evo, à des faits relatés à leur rencontre dans l'histoire officielle. Or, l'événement donne aussi lieu à des actions par lesquelles les habitants du village transforment en partie cette situation qui les dépasse : dans la presse de l'époque, il est décrit comme « inouï », « dangereux » et « scandaleux » le fait que des hommes et des femmes de Caño de Loro ont démonté avant le bombardement différents bâtiments du lazaret pour réutiliser les matériaux de construction dans leurs maisons (*El Tiempo* 03/09/1950, p. 6.). En outre, dans son récit rapporté précédemment, Evo tisse de manière fine sa biographie à l'égard de cet épisode marquant pour l'histoire du village et articule ces événements avec des processus plus larges. Ce faisant, il montre que le démantèlement du lazaret résulte de la conjonction complexe de différents processus : les avancées dans la recherche sur le bacille de Hansen qui conduisent à réévaluer, dans le monde médical à l'échelle internationale, l'isolement des malades de lèpre ; le développement rapide du tourisme à Carthagène ; mais également la préoccupation croissante des administrateurs de la ville pour inclure les espaces

¹⁴² Léproserie ou Lazaret. Etablissement de mise en quarantaine des malades de lèpre. Il s'agissait des vrais villages qui comprenaient, en plus des lieux d'habitations et des infrastructures pour l'approvisionnement des services basiques, un hôpital, une église, des garde-mangers et d'autres lieux collectifs (AGUDELO AREVALO et PLATARRUEDA VANEGAS 2004).

¹⁴³ « Una nueva demostración de técnica y preparación humana realizara mañana la Fuerza Aérea durante el bombardeo que aviones B-25 y F-47 llevarán a cabo en la isla de Tierra Bomba, en jurisdicción de Cartagena, donde antes funcionaba el lazareto de Caño de Loro (...) Los ministerios de guerra y de higiene de común acuerdo y después de estudios muy completos sobre la materia, resolvieron destruir el poblado de Caño de Loro (...) Y como era esta, además, una excelente oportunidad para que los aviones de guerra hicieran una autentica práctica de ataque que sirviera, además como entrenamiento y demostración de la capacidad que tiene hoy nuestros pilotos militares, se convino realizar la destrucción del leprocomio, lanzando sobre el caserío, hoy desocupado, bombas de T.N.T de alto poder explosivo con las cuales quedará completamente arrasada allí toda edificación » (*El Tiempo* 20/09/1950, p. 1, 11).

insulaire et côtiers environnants dans leur champ de gestion ainsi que l'émergence de nouveaux paradigmes en matière d'aménagement et de planification urbaine.

En 1946, l'inspecteur de finances du département de Bolivar déplore la méconnaissance du droit juridictionnel de Carthagène dans les alentours de la ville, et entre autres sur l'île de Tierra Bomba (CARRASQUILLA DEL RIO 1946, pp. 19-20). Le Plan Régulateur de 1948 précise de plus que la péninsule de Bocagrande, autrefois lieu stratégique de défense militaire de la baie qui accueillait la base navale, est classifiée comme une zone résidentielle et touristique (VALDELAMAR VILLEGAS 2013). Ce document propose ainsi, dans la continuité de la loi 90 de la Direction de la Marine datant de 1943, de déplacer la base navale dans une échéance de 25 ans sur l'île de Tierra Bomba. Selon les planificateurs, cette dernière présente en effet une position stratégique particulièrement intéressante ainsi qu'une grande disponibilité de terrains (GIAIMO 1999). Pour ce faire, il faut non seulement démolir le lazaret mais également installer sur l'île les services basiques et les infrastructures nécessaires au fonctionnement de la base militaire, ce qui implique un investissement économique important (VALDELAMAR VILLEGAS 2013).

Dans le cadre de ces projets de déplacement de la base navale de Carthagène sur Tierra Bomba, le Ministère de l'Hygiène et celui des Mines et du Pétrole commandent en 1947 une étude pour estimer la disponibilité en eau potable de l'île. L'objectif explicite est ici d'évaluer la possibilité d'approvisionner le hameau de Caño de Loro et le lazaret par des eaux souterraines. Dans l'un des comptes-rendus de cette étude, l'ingénieur sanitaire en charge décrit ainsi la situation de l'île et du village :

« Il n'y a pas d'eau potable sur l'île de Tierra Bomba et celle utilisée est l'eau des pluies [collectée] dans des citernes et celle apportée depuis Carthagène, soit dans de petites embarcations ou dans des bateaux pour l'approvisionnement officiel de Caño de Loro, soit dans des jerricans pour les particuliers (...) Le manque d'eau potable fait que l'approvisionnement est insuffisant et que l'eau amenée de Carthagène est achetée [par les malades] aux populations en dehors du lazaret »¹⁴⁴.

Le même document révèle l'existence de quatre puits (*pozo*¹⁴⁵) à Caño de Loro sans pour autant donner de précisions sur la période pendant laquelle ils ont été creusés. Parmi ceux-ci, seul l'un d'entre eux, appelé Pozo Grande (Grand Puits), était encore visible lors de

¹⁴⁴ « En la isla de Tierra Bomba no hay agua potable y la que se utiliza es la de lluvias y en aljibes y la llevada desde Cartagena en embarcaciones pequeñas ya en un bongo para el abastecimiento oficial de Caño de Loro o en canecas para los particulares (...) La carencia de agua potable hace que el abastecimiento sea escaso y que se mercantilice con la población ajena al Leprocomio » (ROYO Y GÓMEZ 1947, pp. 43, 58).

¹⁴⁵ Puits. Le mot peut faire référence à des puits artésiens qui exploitent des nappes de faible profondeur, mais également à d'autres formes d'extraction à l'instar des creux dans le sable pour filtrer l'eau de mer.

notre travail de terrain, bien que son usage soit très rare. D'une profondeur de deux mètres, ce puits a été par le passé le plus important en termes de débit et de fréquence d'utilisation. Ensuite, il importe de mentionner un autre puits, situé dans la cour de la maison d'Antonio Tatis – descendant du médecin qui a dirigé l'hôpital dans les dernières décennies du XIX^e siècle –, ainsi que le Pozo de Barrios¹⁴⁶. Ce dernier, d'une profondeur d'un mètre et demi, a été rouvert en 1947 mais demeurait entièrement bouché lors de notre arrivée à Caño de Loro. Enfin, il existe un puits sans nom proche de la centrale électrique du lazaret.

Tous ces puits sont situés dans les sols calcaires des versants de la colline de la Vigía. Lors de la mission d'étude, les ingénieurs ont alors signalé que cette eau comporte nombre de carbonates calciques et de sulfates qui la rendent impropre aux usages domestiques, même s'ils ajoutent qu'elle paraît largement utilisée par les habitants du village et par les malades (ROYO Y GOMEZ 1947). Après la réalisation de quelques forages et d'analyses de la ressource obtenue, la recherche a été confrontée à l'impossibilité d'obtenir de l'eau apte à la consommation à partir des aquifères de l'île (ROYO Y GOMEZ 1947).

Face à ce résultat et dans l'optique de trouver une solution à ce problème, le même document préconise de poursuivre le projet d'extension de l'aqueduc urbain jusqu'à l'île. Depuis 1946, le réseau parvenait en effet jusqu'à l'Hôtel Caribe de Bocagrande. Selon l'ingénieur en charge du projet, la construction d'un canal sous-marin sur deux kilomètres – à savoir la distance séparant le village de Tierra Bomba de l'infrastructure existante – et l'extension du réseau jusqu'à Caño de Loro allaient avoir un coût similaire aux deux forages réalisés en 1946. Dans cette logique, le conseil municipal s'est à son tour préoccupé de l'approvisionnement en eau des populations insulaires et côtières de la région et à cet égard, un communiqué officiel daté de 1948 annonce :

« La marie du district fera les démarches auprès de la Compagnie de Services Publics de Carthagène pour que la tuyauterie moderne soit prolongée (...) jusqu'au secteur El Laguito à Carthagène (...) afin que les habitants des hameaux de Tierra Bomba et de Caño de Loro (sain) puissent y arriver pour s'approvisionner en eau (...) De même, la mairie dictera les mesures nécessaires pour réparer de manière convenable le puits colonial de Tierra Bomba »¹⁴⁷.

¹⁴⁶ Barrios veut dire « quartiers » mais peut aussi renvoyer, comme c'est le cas ici, à un nom de famille.

¹⁴⁷ « *La alcaldía de distrito procederá a hacer ante la Compañía de Servicios Públicos de Cartagena las gestiones necesarias para que la tubería moderna sea prolongada (...) hasta el sector llamado "El Laguito" (...) a fin de que los habitantes de los caseríos de Tierra Bomba y Caño de Loro (sano), puedan llegar hasta allí a abastecerse de agua. E igualmente la Alcaldía dictara las medidas del caso para reparar convenientemente el pozo colonial de Tierra Bomba* » (Concejo Municipal in VALDELAMAR VILLEGAS 2013, p. 306).

Le projet n'ayant cependant pas eu de suites, la population a donc continué de s'approvisionner par le biais des eaux pluviales stockées dans les citernes domestiques et grâce à la ressource importée de Carthagène. Les marchands d'eau se sont alors multipliés et les sources locales ont été abandonnées au profit des eaux de meilleure qualité en provenance du continent.

Or, le démantèlement pour le moins spectaculaire du lazaret marque un point de renversement dans l'histoire de Caño de Loro, et ce à plusieurs titres. D'abord, il convient de noter le retrait de l'Etat, visible dans la disparition des différents avantages dont les populations du village bénéficiaient indirectement par le biais du lazaret : citons l'interruption de la circulation de petits capitaux issus des allocations publiques octroyées aux malades ou encore l'arrêt de certains services publics, dont l'eau ou les prestations de santé, liés au fonctionnement de l'hôpital. Ensuite, les activités commerciales avec les malades n'existent plus, pas plus que les nombreux emplois créés directement et indirectement par le lazaret. Pour autant, le démantèlement de ce dernier marque le renouvellement de l'intérêt de l'Etat et des entrepreneurs touristiques pour les terres de l'île.

2.1.6. Les projets d'aménagement urbain et l'extension du réseau à Caño de Loro

Après la destruction du lazaret, l'île de Tierra Bomba fait l'objet de nombreux projets touristiques et de développement urbain. Ceux-ci sont adressés par les entrepreneurs à la municipalité en tant qu'instance décisionnelle, mais ils rentrent alors en conflit direct avec les intentions étatiques prévoyant une fonction militaire pour l'île. En 1957, l'un de ces projets visant au développement touristique de Carthagène fournit la proposition suivante dès les premières lignes :

« L'île de Tierra Bomba sera unie avec la région de Bocagrande par une chaussée de deux kilomètres sur la mer. Cela donnerait une extension de terrain [pour la ville] de quelque cinq cents hectares. [L'île] constituera un secteur de première catégorie tant résidentielle que touristique avec des lieux aptes à la construction d'hôtels modernes et des établissements balnéaires. La chaussée et le travail d'urbanisation seront terminés en 1960 »¹⁴⁸.

La plupart de ces projets impliquent de relier l'île à la ville par des chaussées, des viaducs ou des ponts. Pourtant, aucune connexion de ce type n'a été construite malgré le

¹⁴⁸ « Isla de Tierra Bomba: quedará unida con la región de Bocagrande por medio de una calzada de dos km. Sobre el mar suministrando una extensión de terreno de unas 500 hectáreas. Sera una sección de primera categoría tanto residencial como turística, con sitios adecuados para la construcción de hoteles modernos y establecimientos balnearios. La calzada y el trabajo de urbanización estarán terminados en 1960 » (SIERRA ANAYA 1998, p. 190).

nombre d'investisseurs nationaux et étrangers, principalement états-uniens, qui s'y sont montrés intéressés. En règle générale, ces projets cherchent à bâtir des lotissements résidentiels destinés à des gens aisés ainsi que des infrastructures d'accueil pour les touristes de passage – hôtels, plages, casinos, théâtres, banques et commerces – en faisant référence au développement urbain des grandes villes touristiques aux Etats-Unis. Afin d'illustrer la portée de leur vision pour Carthagène, les planificateurs renvoient donc aux images de Miami et Hollywood qui font écho à l'imaginaire urbain des élites intellectuelles carthaginoises et des fonctionnaires. Ces derniers ont par ailleurs écrit une bonne partie des chroniques historiques de la ville qui situent Carthagène selon sa distance avec « les principales villes de l'orbe » (URUETA 1886, p. 15), ou les « principales capitales du monde » (CARRASQUILLA DEL RIO 1946, p. 33), parmi lesquelles figurent Berlin, Buenos Aires, La Havane, Lisbonne, Leningrad, Londres, Madrid, Mexico, Paris, Rome, Québec, Vienne ou encore Washington.

Ces plans suggèrent en outre un partage des responsabilités avec la municipalité qui varie peu d'un projet à l'autre : les compagnies, souvent étrangères, sont censées apporter le capital et le savoir technique tandis que les autorités carthaginoises doivent mettre à leur disposition les terres de l'île et y fournir les services publics de base. Or, les populations de l'île ne sont que rarement mentionnées et un projet des années 1960 indique même que :

« Il est clair que la municipalité doit rendre l'île sans habitants, sans colons et sans des problèmes sociaux d'aucune nature (...) Pour protéger les habitants qui seront obligés à [quitter l'île et] se déplacer à la terre ferme, les financeurs peuvent accepter de construire, pour la municipalité de Carthagène, le nombre de logements nécessaires pour ces familles, sous condition que la municipalité de Carthagène fournisse les terres pour ces constructions »¹⁴⁹.

Dans ce contexte, nous ne savons que très peu de choses, sinon rien, sur le rôle joué par les habitants des villages de l'île au sein de ces projets, sur le pouvoir d'action qu'on leur a éventuellement accordé ou qu'ils ont pu déployer envers les différents plans d'aménagement urbain qui les concernaient. Toutefois, le conflit entre la municipalité et l'Etat sur la propriété des terres de l'île¹⁵⁰ et les différents intérêts qui s'y déploient – le développement touristique soutenu par la première contre la construction d'une base militaire voulue par la deuxième – a empêché aussi bien la consolidation des différents projets que l'expropriation des habitants de

¹⁴⁹ « Es claro que el municipio entregará la isla libre de habitantes y colonos y sin problemas sociales de ninguna índole (...) La isla deberá ser entregada sin habitantes. – Para proteger a los habitantes [de la isla] que tengan que salir para tierra firme. – Los financistas pueden aceptar el construir a la Municipalidad de Cartagena el número de viviendas que necesite para esas familias, bajo la seguridad de que el Municipio de Cartagena suministrara la tierra para esas construcciones » (*Gaceta Municipal* n° 172, p. 11).

¹⁵⁰ L'île de Tierra Bomba aurait été divisée par l'acte notarial n°2 du 21 décembre 1960 tandis que le titre foncier des terres de l'Armée daterait du 10 janvier 1961 (ONZAGA ROA 1985).

Caño de Loro. Le développement touristique de la frange orientale de l'île – qui donne sur la partie interne de la baie de Carthagène – est de surcroît freiné par la forte pollution des eaux, due aux écoulements de produits pétrochimiques depuis les années 1970 ainsi qu'au dragage des canaux de navigation. Ces dégâts écologiques sont le résultat du choix de développement de la baie de Carthagène qui sera dirigé, tout au long de la deuxième décennie du XX^e siècle, principalement vers l'activité industrielle et portuaire.

Dès les premiers projets de construction du lazaret, il faut remarquer que le statut de Caño de Loro paraît très ambigu : les autorités coloniales ne mentionnent pas l'existence de populations sur place lors du déplacement de l'hôpital à la fin du XVIII^e siècle, et la réglementation des lazarets nationaux en 1835 précise que les gens du voisinage sont censés quitter les lieux. Cependant, la croissance considérable de la population entraîne la reconnaissance administrative du village, au moins depuis 1833, en tant que paroisse ou district de Carthagène, ou encore comme *agregación* (annexe) de Bocachica. L'organisation de recensements réguliers dans le hameau, la présence d'un bureau de poste et de régisseurs vont également dans ce sens, bien que dans les années 1950, les journaux décrivent le bombardement de ce qu'ils mentionnent comme un « hameau inhabité ». Ces événements n'empêchent néanmoins pas la persistance de l'installation d'un peuplement qui paraît invisible à plusieurs reprises. L'ambiguïté du statut administratif, voire même de l'existence juridique du village marque profondément les modes d'approvisionnement en eau qui s'y déploient tout au long de son histoire. Nous verrons maintenant qu'une relation tout aussi particulière avec l'administration urbaine façonne en partie l'histoire de la population de Tuti bien que de manière différente en relation à Caño de Loro.

2.2. Aperçu historique de Tuti : peuplement et modes d'accès à l'eau

2.2.1. Le peuplement de l'île et la question tribale

Au cours d'une conversation informelle pendant l'une de nos premières visites à Tuti, Isam (23 ans) nous a raconté l'histoire suivante alors qu'il se trouvait au bord du Nil et qu'il regardait vers la rive opposée de Khartoum Nord :

« Tu vois, là en face sont partis deux grands *sheikh*¹⁵¹ de Tuti, le Sheïkh Ḥammad et le Sheïkh Khojali qui ont fondé [les villages] Ḥillat Ḥammad et Ḥillat Khojali. Le Sheïkh Ḥammad avait auparavant fondé un village à Omdourman, mais il a eu des soucis et est parti à Khartoum Nord. C'est aussi depuis notre île que le Sheïkh Arbab al-Agayed a fondé la première école coranique du côté de Khartoum, avant il n'y avait rien ».

C'est par le biais de ces *fakī* qui auraient quitté l'île pour peupler Khartoum que notre interlocuteur articule la fondation du village à l'histoire ancienne de la ville¹⁵². Dans leurs récits, une partie importante des habitants de Tuti se réclament d'une origine nubienne, en référence aux populations qui ont peuplé le Soudan central au XVI^e siècle. Profitant de la fertilité de l'île, ces dernières s'y étaient alors installées en développant l'irrigation par l'élévation des eaux du Nil (Arkell in DAVIES 1994). Selon une partie de nos interlocuteurs et certains chercheurs (LOBBAN 1971), le peuplement permanent de la conurbation de Khartoum aurait eu lieu par la migration d'importants hommes religieux de Tuti tout autour de l'île.

En posant la question de l'appartenance tribale lors de nos entretiens, nous avons pu recenser plusieurs affiliations de ce type à Tuti : Maḥass, Jāaфра, Kunuz, Awāmra, et Ṣhaygīa, mais aussi Baggara¹⁵³. Les individus se revendiquant de cette dernière affiliation sont originaires de la région du Kordofan et du Darfour, de même que ceux qui vivent à Tuti en se présentant comme membres du groupe Zaḡawa¹⁵⁴. Cependant, les différents travaux historiques et anthropologiques, tout comme certains récits non académiques, renvoient

¹⁵¹ Titre honorifique qui fait référence soit à un leader religieux, intellectuel expert du Coran, soit à une fonction politique institutionnalisée pendant l'époque coloniale turco-égyptienne puis britannique. Pour expliquer la différence entre les deux sens du terme, les gens au Soudan parlent respectivement du *Sheïkh al Qūran* (Le Sheïkh du Coran) et du *Sheïkh al ḥilla* (le Sheïkh du village).

¹⁵² L'installation de l'école coranique de Mogran à Khartoum par le *fakī* Arbab al-Agayed daterait de 1691 (WALKLEY 1935 ; LOBBAN 1980) tandis que les villages fondés par le Sheïkh Khojali (1654-1743) et le Sheïkh Ḥammad (1646-1730) à Khartoum Nord, dateraient respectivement du cours du XVII^e siècle et des premières années du XVIII^e siècle (STEVENSON 1966 ; LOBBAN 1980).

¹⁵³ Les trois premiers groupes ont été identifiés par les administrateurs coloniaux comme étant d'origine nubienne, le quatrième comme provenant de la région du Nil Bleu, et les deux dernières comme étant originaires du Nord du pays (MACMICHAEL 1922).

¹⁵⁴ Ce groupe est présenté dans la littérature coloniale comme faisant partie des « races non arabes du Darfour » (MACMICHAEL 1922, p. 52), et plus récemment en tant que groupe pastoral (TUBIANA 1971) ou ethnique (IBRAHIM 1998 ; RUPPERT 1991).

principalement à l'affiliation tribale Maḥass qui est souvent présentée comme l'unique de l'île¹⁵⁵.

Si Christian Delmet définit la tribu comme « l'unité de parenté la plus vaste à laquelle s'identifie tout Soudanais du Nord » (DELMET 1989, p. 68), Barbara Casciarri explique que dans un contexte pastoral, la tribu est « structure de parenté, un système légal et une configuration politique autant qu'un dispositif symbolique d'attribution de sens et de valeur »¹⁵⁶. Or, cette notion complexe, mobilisée par les chercheurs dans l'aire arabo-musulmane, entremêle souvent deux conceptions : l'une renvoie à la tribu comme catégorie analytique et explicative des dynamiques sociales¹⁵⁷, l'autre fait référence à une catégorie pratique. Cette superposition est par exemple visible dans la manière dont Pierre Bonte et Edouard Conte définissent la tribu arabo-musulmane en tant que modèle et structure, tout en constituant une catégorie qui donne sens, pour les acteurs sociaux, aux manières de se présenter et d'agir :

« La tribu (*qabila*) est un mode d'organisation sociale qui combine de manière spécifique deux valeurs que l'on retrouve généralement dans les sociétés arabophones : celle de l'ascendance (*nasab*) qui permet de distinguer et classer des groupes et individus à partir de leur généalogie et celle de solidarité (*aṣabiyya*) qui lie des personnes se prévalant d'une origine commune. Combinées, ces deux valeurs organisent la tribu sur un mode que la théorie anthropologique intitule segmentaire (...) Solidarités, alliances et conflits s'organisent selon cette structure. La tribu se présente comme un ensemble de parents agnatiques (*awlād al-'amm*) et agit comme une personne collective mobilisable pour divers objectifs, politiques en particulier » (BONTE et CONTE 1991, p. 15).

Au Soudan, la tribu a fait l'objet de définitions diverses de la part des chercheurs qui ajoutent à la formulation citée, selon les contextes étudiés, des caractéristiques linguistiques, géographiques, socioéconomiques ou liées à l'apparence, voire à l'origine présumée des acteurs¹⁵⁸. Cependant, l'observation des stratégies d'accès et de gestion de l'eau à Tuti ne

¹⁵⁵ Cette affirmation apparaît aussi bien dans les brochures touristiques que dans les travaux des consultants en planification urbaine et ceux de la coopération internationale, etc. Elle a fortement dirigé les recherches académiques sur l'île qui se sont presque exclusivement attachées à retracer l'histoire de la tribu de Maḥass ou à comparer les différentes versions de leurs généalogies (LOBBAN 1980). Cette optique peut en partie être expliquée par les nombreuses études académiques conduites sur Tuti par des gens de l'île revendiquant eux-mêmes leur appartenance à la tribu des Maḥass, celle-ci demeurant l'affiliation tribale évoquée de manière dominante sur l'île.

¹⁵⁶ « *the qabila (...) stands as a kin structure, a legal system and a political configuration as well as a symbolic device for meaning and value attribution* » (CASCIARRI 2009a, p. 70).

¹⁵⁷ En tant que catégorie analytique, la tribu a été définie, selon les études, comme une structure, une idéologie, un objet, une unité, un modèle d'organisation ou d'explication, ou encore comme une personne collective.

¹⁵⁸ Depuis l'époque coloniale jusqu'à une période récente, la définition de la tribu a fait référence, directement ou indirectement, à l'« arabité » en opposition à d'autres populations non arabisées du Soudan comme celles de l'Ouest du pays (KEVANE et GRAY 1995), celles qui revendiquent une identité nubienne (ADAMS 1977 ;

nous permet pas de considérer la tribu ni comme un modèle explicatif, ni comme un corps collectif qui pense et agit en tant qu'unité. Comme tous les autres critères d'appartenance évoqués jusqu'ici, l'affiliation tribale est comprise en tant qu'une catégorie pratique parmi d'autres. En d'autres termes, il s'agit d'une notion mobilisée par les individus dans des contextes précis pour organiser les rapports et rendre intelligibles leurs relations. Nous n'allons donc pas définir le rôle et le statut des acteurs au préalable selon une position structurelle au sein d'un « modèle tribal », pas plus que nous n'allons donner une définition unique de « la tribu ». A l'inverse, nous allons nous attacher davantage à comprendre à quelles caractéristiques renvoie la notion de tribu lorsqu'elle est évoquée dans une interaction précise – fait on référence aux liens de parenté, au statut socioprofessionnel, à l'origine, à des savoirs divers, à l'histoire ? – et à la manière dont cette notion vient organiser une situation d'échange, voire lorsqu'elle est employée pour se situer et situer les autres dans des contextes définis¹⁵⁹.

Dans le cadre de cette démarche, il est possible d'affirmer que la narration historique du peuplement de Tuti devient un *locus* de relations de pouvoir, mais aussi de subjectivités et de contestations : si dans différentes sources – dont des articles anthropologiques traitant de l'île de Tuti, les nombreux mémoires et recherches universitaires consignés dans la bibliothèque locale et certains entretiens –, on ne fait référence qu'à la migration des Maḥass, au cours du travail de terrain, d'autres histoires de migration sont toutefois apparues et d'autres catégories d'appartenance se sont dessinées. Si l'histoire écrite paraît éclipser l'existence d'importantes dynamiques sociopolitiques locales mais aussi des références d'appartenance autres que les affiliations tribales, l'évocation du passé permet aux acteurs locaux de nuancer ces récits dominants. En outre, cela permet au chercheur d'identifier les

MACMICHAEL 1922 ; SPAULDING et KAPTEIJNS 1991) ou plus généralement à l'« africanité » (SPAULDING et KAPTEIJNS 1991). L'« arabité » a dans ces travaux un caractère ethnique en ce qu'elle renvoie au moins à une origine commune et à l'utilisation d'une langue. Certains auteurs, notamment pendant l'époque coloniale, définissent l'appartenance tribale en termes raciaux puisqu'elle serait propre aux populations « hamites sémitisées » ou « négroïdes sémitisées » (Trimingham in IBRAHIM 1988). Selon d'autres chercheurs, la tribu est associée à l'Islam, notamment par l'usage de généalogies qui en dernier ressort recherchent la filiation avec le prophète (IBRAHIM 1988), souvent dans le cadre d'une superposition des pouvoirs politiques et religieux (KEVANE et GRAY 1995). Enfin, des recherches ont montré que la tribu est reconnaissable dans l'idéologie de l'agnatisme et de la segmentarité (CASCIARRI 1996).

¹⁵⁹ En suivant Elizabeth Cunin (2003, p. 11), qui travaille sur la question de la race comme catégorie pratique en Amérique Latine, il nous a semblé pertinent de proposer que, pour l'étude des appartenances tribales, le chercheur ne puisse pas appréhender cette affiliation comme une propriété intrinsèque des individus ou des groupes qui pourrait être découverte, décrite et définie. Ce qui constitue un objet de recherche n'est donc pas tant la définition de la tribu, mais les processus par lesquels se produit, s'adopte et se cristallise cette catégorie pratique.

mécanismes pratiques par lesquels l'histoire des Maḥass devient dominante par rapport à d'autres récits¹⁶⁰.

2.2.2. Le village de Tuti au long du XIX^e siècle

S'il existe peu d'informations concernant la population de Tuti au XVI^e siècle, il n'y a presque plus de références à l'île et à son peuplement dans les siècles suivants¹⁶¹. Les premières mentions de Tuti au XIX^e siècle se trouvent dans les mémoires de l'explorateur Frédéric Cailliaud qui accompagne l'expédition d'Ismail Mohammed Ali en 1821. Dans la liste des villes et des villages dressée par cet auteur apparaît « El Gartoum Touty » (CAILLIAUD 1826, p. 359) où l'explorateur écrit avoir visité les ruines d'un site chrétien (CAILLIAUD 1826, p. 198). D'autres sources précisent que lors de l'arrivée de l'armée de Mohammed Ali à la confluence des deux Nils, le principal leader de Khartoum était Sheïkh Arbab wad Kamel wad El Fakī Ali, l'un des descendants de Sheïkh Arbab Al-Agayed, originaire de l'île de Tuti (WALKLEY 1935).

Il faut attendre les premières années d'installation de l'armée turco-égyptienne dans l'actuel site de Khartoum pour que les habitants de Tuti réapparaissent dans les annales : Mohamed Bey Khusraw arrive à Khartoum en 1822 et, confronté au meurtre de Mohammed Ali et aux diverses attaques frappant les postes militaires égyptiens dans plusieurs districts, aurait massacré en représailles, entre autres, une importante partie des habitants de Tuti (STEVENSON 1966 ; LOBBAN 1980). Avec la consolidation progressive de la ville de Khartoum, l'île de Tuti devient néanmoins l'un des lieux d'approvisionnement du marché urbain, notamment en fruits et en légumes (STEVENSON 1966).

Plus tard, l'armée égyptienne s'y serait approvisionnée en vivres pendant le siège de Khartoum par les forces mahdistes en 1884, avant que Tuti ne devienne l'un des points stratégiques de ces dernières lors de la chute de la ville, pour diriger l'attaque contre le palais du gouverneur qui se trouvait en face (WALKLEY 1935). Dans le cadre du renforcement du régime mahdiste, le Kalifa Abdullahi demande l'évacuation du village de Tuti afin d'installer

¹⁶⁰ A ce propos, citons le choix des sujets de recherche par les étudiants universitaires qui reproduisent de façon plus ou moins homogène une seule version de l'histoire, la désignation d'interlocuteurs légitimes vers lesquels les habitants de l'île dirigent les chercheurs, la sélection des articles et des thèses conservés dans la bibliothèque locale et que les étudiants de l'île viennent consulter.

¹⁶¹ Le village de Tuti est toutefois référencé dans une carte du géographe Jean Baptiste Bourguignon d'Anville où le site de Khartoum n'apparaît pas. Certains auteurs datent cette carte de 1729 (STEVENSON 1966) alors que d'autres évoquent 1749 (DAVIES 1994).

sur l'île le trésor du Mahdi et une partie de la poudrerie de l'armée. Protégée par des soldats, Tuti devient dès lors un poste de défense à l'avant-garde de la ville, et ses habitants sont déplacés pendant ces années au Sud de l'île, dans des habitations provisoires le long du Nil (AL BESHIR AL HASSAN 1964).

Pendant notre travail de terrain, la *ṭābīa* – fort militaire situé au Nord de l'île – illustre, pour les habitants de Tuti, cette période pendant laquelle l'île a été impliquée d'emblée dans les dynamiques politiques et militaires de la ville. Reconstitué et clôturé en 2010, ce fort est actuellement présenté dans les guides comme l'une des attractions touristiques de la capitale (photo 6) mais la *ṭābīa* constitue surtout le bâti le plus ancien rappelant les rapports de l'île de Tuti avec la ville de Khartoum. Cette patrimonialisation d'un lieu historique mettant en relation les individus avec un espace urbain plus vaste est fortement influencée par le développement du tourisme. Elle rappelle en quelque sorte la commémoration du massacre des malades et des populations de Caño de Loro en 1815 dont la plaque commémorative, située dans un lieu névralgique de Carthagène, relie les habitants du village à la ville.



PHOTO 6 : *ṬĀBĪA*, TUTI. Juillet 2011. L. Arango.

2.2.3. Début du XX^e siècle : administration locale sous le mandat britannique

La « reconstruction » de Khartoum par les Britanniques au début du XX^e siècle entraîne une forte pression sur la propriété foncière dans la ville, et Tuti ne fait pas exception : en 1906, l'un des premiers projets d'aménagement urbain considère la possibilité de déplacer la population de l'île pour consacrer les terres à l'établissement d'une zone de loisir (HILL 1965). Intéressés par cette initiative, certains habitants ont alors vendu leurs parcelles, avant de les récupérer dès 1909 après son échec (DAVIES 1994).

Or, les administrateurs coloniaux se sont attachés à classer les terres et à établir des droits fonciers dès les premières années du XX^e siècle : une enquête large et méticuleuse concernant la propriété des terres dans le pays a en effet été réalisée à partir de 1900. Le gouvernement a cependant donné la possibilité de contester les résultats de cette investigation, ce qui a donné lieu à des campagnes de vérification à la suite desquelles toutes les réclamations qui s'étaient avérées incontestables ont été prises en compte (SERELS 2007). La propriété des terres a ensuite été enregistrée par le *Land Regulation Act* de 1925, aucune doléance n'ayant été considérée après cette date¹⁶².

Les terres de Tuti ont donc été consignées dans le cadastre national en 1925, et la carte qui accompagne l'enregistrement montre l'étendue de l'espace d'habitation qui apparaît sans divisions et sans propriétaires (annexe 3). Autour de ce périmètre habité, 88 *sāgīa*¹⁶³ ont été enregistrées en tant que lopins de terre pour l'agriculture irriguée, chacun portant un nom différent¹⁶⁴. Au fil des années, les habitations se sont multipliées sur les terres agricoles¹⁶⁵

¹⁶² Le *Land Regulation Act* de 1925 est associé au projet agricole de la plaine de la Gezira, axé principalement sur la culture du coton. Cette initiative va aussi conduire à la construction du barrage de Sennar et à la signature du traité de répartition des eaux du Nil entre le Soudan et l'Égypte en 1929. L'objectif du *Land Regulation Act* était de réguler l'usage des terres tout en limitant la spéculation foncière (BABIKER 2003), et ce texte a en partie contribué à la création d'une classe de petits paysans propriétaires de terres (BERNAL 1997 ; GRANDIN 1982).

¹⁶³ Le mot vient de la racine SGv qui veut dire irriguer, faire boire (TAMIS et PERSSON 2011). Il désigne un dispositif d'irrigation par élevage, originaire du Moyen-Orient, qui consiste en une roue à godets actionnée par des bovins, dont l'utilisation était répandue tout le long de la Vallée du Nil depuis au moins le II^e siècle (DELMET 1986). La parcelle de terre à laquelle le mot fait référence en 1925 est celle qui peut être irriguée par la roue à godets. Dans les années 1970, les *sāgīa* ont été abandonnées à Tuti avec l'introduction de motopompes motorisées qui étaient encore largement utilisées lors de notre travail de terrain.

¹⁶⁴ Certains de nos interlocuteurs affirment que la définition des noms et des limites des *sāgīa* datent de l'installation des premières populations nubiennes sur l'île, ce qui confère un caractère incontestable à leur distribution. Les noms des *sāgīa* peuvent aller des surnoms ou des noms de personnes ou de familles à des types d'arbre, en passant par des parties du corps et d'autres appellations dont le gens de Tuti ne connaissent plus l'origine (annexe 3).

¹⁶⁵ Dans la troisième partie de la thèse (§ 8.2), nous reviendrons sur la différenciation officielle des terres entre habitation et agriculture : elle est non seulement à l'origine de certains conflits mais aussi des manières de concevoir l'espace et l'histoire du village.

(AL BESHIR AL HASSAN 1964 ; HILL 1965 ; LOBBAN 1975) en raison de la croissance démographique, mais aussi à cause de l'arrivée sur l'île de travailleurs agricoles depuis les années 1930, en l'occurrence principalement des populations de l'Ouest du Soudan et aussi quelques individus du Nord du pays (HILL 1965).

Parallèlement à l'organisation de la propriété et de l'usage des terres, l'autorité coloniale vise à réglementer l'appareil administratif du pays. Selon certains auteurs (BLEUCHOT 1989a ; GRANDIN 1982), c'est la conjonction d'une conception très pragmatique de l'administration avec le besoin de réduire les dépenses de gestion qui a conduit les Britanniques à s'appuyer sur des leaders locaux. Ils ont alors développé ce qui a été connu dans l'ensemble de l'empire sous le nom de *Native Administration* ou *Indirect Rule* – administration indigène ou gouvernement indirect –, officialisé au Soudan par des lois diverses dans la décennie de 1920. En 1922, on assiste ainsi à l'amendement du texte intitulé *The Powers of Nomades Sheïkhs Ordinance* qui officialise la dévolution de certains pouvoirs aux *sheïkh* des populations nomades, alors que l'année 1925 voit l'apparition du *Village Court Ordinance* qui légalise l'action des tribunaux villageois (GRANDIN 1982).

Ces décrets entérinent des institutions reconnues à l'instar du *sheïkh* pour l'administration des populations nomades ou pour les villages en zone rurale, du *'omda* pour les habitants des quartiers urbains ainsi que du *nāzir* ou *makk* représentant les tribus (KEVANE et GRAY 1995). Ces unités administratives de nature différente sont considérées comme le pivot de l'administration coloniale, depuis les villages jusqu'aux groupes nomades en passant par les quartiers et les tribus. Si les Britanniques ont tenté d'instituer ces fonctions comme des charges héréditaires (CASCIARRI 2001), le pouvoir exécutif accordé à ces dernières variait selon les contextes (GRANDIN 1982). Dans certains cas, ces leaders avaient des responsabilités dans la gestion des ressources locales¹⁶⁶, alors que d'autres voyaient leurs tâches officiellement limitées à la collecte des impôts, à l'enregistrement des décès et à la gestion des conflits locaux (KEVANE et GRAY 1995).

Dans ce cadre officiel de cette réorganisation administrative, la population de Tuti est désignée comme relevant du ressort de l'administration rurale de l'Etat de Khartoum. Nos interlocuteurs les plus âgés à Tuti évoquent néanmoins l'existence, dans la première moitié du

¹⁶⁶ Ils étaient par exemple chargés de construire les puits et les routes et de tenir la comptabilité publique mais n'avaient pas de pouvoir officiel pour décider de l'allocation des ressources (GRANDIN 1982).

XX^e siècle, d'un *'omda* pour tout le village souvent assisté d'un ou deux *sheikh*¹⁶⁷. La superposition dans la pratique d'institutions diverses, correspondant selon la loi à des unités administratives de nature différente, peut témoigner en partie de la réinterprétation locale des décrets officiels, mais aussi de l'imprécision et de la transformation constante de ces normes dans une courte période de temps¹⁶⁸. Selon Abdallah (71 ans), ancien agriculteur de Tuti, le *'omda* officiait en tant que médiateur dans les disputes domestiques et devait surveiller le comportement des individus, tout en étant responsable du maintien des coutumes et des traditions (*'adāt*) ainsi que de l'organisation des mariages et des deuils¹⁶⁹. Mais le *'omda* intervenait aussi dans les questions foncières et à ce titre était particulièrement concerné par l'installation d'« étrangers » sur l'île. Manal (75 ans), nous explique à ce propos :

« On nous racontait qu'une fois un Yéménite est venu avec ses récipients pour vendre de l'eau alors il a dit [aux gens du village] appelez-le. Il l'a invité, il lui a donné à manger et de l'eau puis après il lui a dit "va-t'en, tu ne peux pas travailler ici". C'est-à-dire que seulement les gens du village pouvaient travailler [à Tuti] (...) même les terres, il ne laissait pas les étrangers les acheter. Il y avait un Shaygī, tu vois le Shaygī est Soudanais, mais il est étranger [aux principales appartenances tribales évoquées dans l'île]. Il a acheté un morceau et il voulait le construire [mais le *'omda*] l'a empêché, il a dit au propriétaire de la terre "rends-lui l'argent". Il lui a rendu son argent » (entretien 60, 20/08/2011).

L'action du *'omda* de Tuti a laissé des souvenirs indélébiles dans la mémoire de ceux qui ont connu cette institution et qui ont par ailleurs transmis leurs souvenirs aux générations suivantes. Sa fermeté, notamment face à l'entrée d'« étrangers » sur l'île, a contribué à alimenter l'image, auprès des habitants de Khartoum, d'une population arriérée et traditionnaliste. Or, les propos de Manal permettent aussi de montrer que les catégories d'appartenance sont fortement mobilisées pour justifier les choix de gestion et l'accès aux ressources de l'île – autour de la propriété foncière et pour la vente d'eau selon notre interlocutrice – et que la notion d'« étrangéité » à Tuti est complexe : celle-ci recouvre en effet des caractéristiques différentes, en l'occurrence l'affiliation tribale et l'origine présumées de l'« autre » comme le l'exemple présenté ci-dessus.

¹⁶⁷ En confrontant nos différents entretiens, il est possible de s'apercevoir que les gens utilisent parfois le titre de *'omda* et de *sheikh* de manière interchangeable, le même individu étant parfois qualifié de l'un ou l'autre de ces titres selon les interlocuteurs, même si l'on parle plus couramment du *'omda*. Pour certains, le *'omda* était une autorité locale dont le pouvoir était reconnu par les habitants de Tuti, tandis que le *sheikh* était une institution locale mise en place par le gouvernement.

¹⁶⁸ C'est le cas de la réforme en 1927 de la *Powers of Nomades Sheikhs Ordinance* – originellement promulguée en 1922 – qui omet la restriction de cette autorité aux populations nomades (GRANDIN 1982, p. 236) ou encore de l'amendement de cette même loi en 1928 qui permet la création de tribunaux présidés par un *sheikh* assisté par d'autres leaders locaux (GRANDIN 1982, p. 237).

¹⁶⁹ Entretien 55 (30/07/2011).

Pour autant, les prérogatives officielles des *'omda* et des autres institutions de l'administration indigène vont être transformées en 1934 avec la *Local Government Ordinance* (GRANDIN 1982). Avec la création des conseils locaux, la division administrative du pays est entièrement réorganisée sur une base territoriale et les administrateurs évitent désormais les références aux organisations tribales (Delmet 1989). Selon Nicole Grandin, cette réforme avait pour objectif de reléguer l'administration indirecte aux régions rurales et périphériques en minimisant le pouvoir des *sheikh* et des *'omda* au sein des villes où commençaient à se consolider des discours nationalistes (GRANDIN 1982).

Plus encore, cette chercheuse signale que ces révisions normatives n'ont pas eu d'impact particulier dans les zones rurales et périphériques, et notamment à l'Est et à l'Ouest du pays, puisque les autorités en exercice sous le régime de l'administration indigène ont continué à exercer leurs fonctions (GRANDIN 1982, p. 251-52). Toujours selon Nicole Grandin, cette réforme administrative déclenche cependant des conflits dans les régions plus centrales qui ont condensé une rivalité politique entre le centre et la périphérie, « exprimée cette fois sur un plan politique faisant intervenir une dimension culturelle, celle de l'opposition entre valeurs traditionnelles et modernes » (GRANDIN 1982, p. 261). Pour les gens de Tuti avec lesquels nous avons abordé la question du gouvernement local, la *'omda* fait dès lors partie d'une époque révolue, d'un cadre de pensée associé à la « ruralité » des habitants de l'île et aussi à l'époque coloniale. Manal nous explique ainsi :

(...) Maintenant les gens ont lu et se sont instruits, ils travaillent tous pour le gouvernement. Après la mort du *'omda* on a laissé les gens entrer, [les *'omda*] se sont arrêtés parce qu'il y a eu le président, le gouvernement a été mis en place et on a oublié le *'omda* (...) Quand j'étais petite le *'omda* était là, [maintenant] ils [les leaders] peuvent être choisis par les gens du village, par des comités ou par le vote. On fait un choix et on sélectionne la personne qui le mérite, qui peut diriger ce pays à petite et à grande [échelle] » (entretien 60, 20/08/2011).

Ces propos coïncident avec la montée en puissance d'une classe instruite, contestataire et nationaliste qui a dès les années 1930 pris une certaine ampleur au point de manifester son opposition à l'administration indigène (GRANDIN 1982). Si celle-ci n'a pas fait l'objet d'une contestation directe à Tuti, d'autres événements ancrés dans l'histoire collective viennent marquer pour nos interlocuteurs un changement d'époque qu'ils lient à des mutations politiques et socioéconomiques survenues au sein de l'île. Nous proposons de nous attarder maintenant sur les soubassements de ces transformations et sur leur rapport avec la gestion des ressources.

2.2.4. L'eau du Nil, l'eau des puits : accès à l'eau à Tuti jusqu'aux années 1980

Tout au long du XX^e siècle et jusqu'à la mise en place du réseau d'adduction d'eau dans les années 1980, les habitants de Tuti se sont approvisionnés directement à partir du Nil ou par des puits (*bi'r*). La description des modes d'accès et de distribution de l'eau écrite par L. G. Hill en 1965 donne une impression générale de la situation :

« L'eau de consommation est portée depuis le fleuve par des garçons sur des ânes dans des sacs en cuir ; l'eau pour le nettoyage est tirée de quelques puits peu profonds [qui se trouvent] dans le village. Le transport d'eau est une affaire rentable et environ 40 garçons de 16 ans y sont engagés. Parmi eux, cinq sont salariés de gens de Tuti qui sont propriétaires des ânes, les autres sont auto-employés et utilisent soit leurs propres ânes, soit ils les louent aux gens de Tuti. Chaque garçon a plus de quinze clients réguliers qui prennent entre une ou deux charges d'eau par jour. Une charge d'autour de seize gallons coûte deux piastres, et monte à cinq piastres les jours de fête et pendant le ramadan »¹⁷⁰.

Cette description des modalités de distribution de l'eau nous intéresse en premier lieu parce qu'elle montre le lieu de mobilisation de certaines catégories d'appartenance. Dans divers entretiens, les gens ont tenu à nous expliquer que ceux qui transportaient l'eau n'étaient pas des Nās Tūtī – littéralement : « gens de Tuti »¹⁷¹ – : pour certains, ils étaient des 'arab (entretien 54, 26/07/2011), une catégorie d'attribution qui fait au Soudan référence au mode de vie nomade (GRANDIN, 1982 ; IBRAHIM 1988, CASCIARRI 1999, 2015b) ; pour d'autres, la distinction s'exprime en termes tribaux dès lors que ceux qui vendaient l'eau sont reconnus comme étant des Shāyḡiā (entretien 54, 26/07/2011) ou des Ja'alīn (entretien 55, 30/07/2011) ; plusieurs interlocuteurs ont évoqué des « Yéménites » (entretien 60, 20/08/2011), référence qui mobilise une différence d'origine. Enfin, un critère professionnel se superpose à toutes ces caractéristiques dans l'exemple cité, puisqu'il s'agit d'un emploi plus ou moins pénible impliquant de puiser l'eau à la main et de la transporter sur le dos ou à l'aide d'ânes.

En creux, ces manières de différencier l'« autre » indiquent que le « nous » – c'est-à-dire Nās Tūtī – suppose un mode de vie sédentaire, la reconnaissance de certaines affiliations tribales, une référence à l'autochtonie et une situation professionnelle. Certains de ces critères se sont plus ou moins cristallisés puisqu'il serait impensable pour nos différents interlocuteurs

¹⁷⁰ « Drinking water is carried from the river in leather bags by boys on donkeys; water for washing is drawn from some shallow wells in the village. Water-carrying is a thriving business, about forty sixteen-years-old boys engaging in it. Of this, five are the employees of Tuti donkey-owners, the remainder are self-employed using their own or hired donkeys. Each boy has fifteen or more regular customers who take between one or two donkey-loads each per day. A donkey load of about sixteen gallons costs two piastres, rising to five piastres on feast days and during Ramadan » (HILL 1965, p. 2).

¹⁷¹ Les gens utilisent plus rarement mais de manière équivalente l'appellatif *tawāta*.

de considérer une personne ayant un mode de vie nomade comme étant Nās Tūtī. D'autres catégories paraissent toutefois plus flexibles : si « Shaygīa » ou « Ja'alīn » renvoient à d'importants critères de l'altérité sur l'île, certains auteurs ont noté comment des individus et des familles, considérés par le passé comme appartenant à ces groupes, avaient avec le temps été identifiés¹⁷² à des références tribales comme celle de Maḥass (HILL 1965 ; LOBBAN 1980), plus facilement reconnues comme caractéristiques des Nās Tūtī.

Outre les différences mobilisées quant aux catégories d'appartenance, les formes d'accès et de distribution de l'eau de cette époque indiquent les dimensions écologiques liées à l'économie hydrique. Lita, (50 ans), explique ainsi qu'il existait une différence importante entre l'eau des puits et celle du Nil qui en déterminait les usages : légèrement salée mais claire, celle des puits servait aux différents besoins domestiques, comme laver le linge ou faire le ménage ; à l'inverse, l'eau douce et boueuse du Nil était utilisée pour la boisson et la cuisine¹⁷³ (entretien 54, 26/07/2011). L'usage alterné de ces deux sources permettait aux gens une certaine flexibilité dans l'approvisionnement si l'une des deux était indisponible, notamment lors des crues pendant lesquelles l'accès au Nil était plus difficile.

A cet égard, la ressource pouvait être transportée dans des récipients différents : les *sūga*¹⁷⁴ étaient des sacs en peau que l'on faisait porter par des ânes, mais les gens utilisaient aussi des seaux (*delū*) ou des récipients carrés en métal qui avaient servi auparavant à stocker d'autres denrées (*ṣafiha*). Selon nos différents interlocuteurs, l'eau en elle-même n'était pas vendue, mais on en rémunérait le transport depuis la rivière ou les puits vers les maisons.

Au sein de l'espace d'habitation de Tuti, nous avons recensé vingt puits qui étaient réservés à un usage domestique et avaient tous été creusés dans des cours de maisons. Si le souvenir de la période à laquelle ils ont été créés est variable, ils permettent toutefois d'observer l'évolution de l'espace habité : les puits très anciens, dont les gens ne se remémorent pas – ou ne connaissent pas – la fondation, se trouvent dans l'« ancien village »

¹⁷² Plusieurs auteurs ont montré l'existence au Soudan (CASCIARRI 2001 ; IBRAHIM 1988), mais aussi dans l'aire arabo-musulmane au sens large (BONTE et CONTE 1991 ; BEDOUCHE 1994 ; BONTE et al. 2001 ; CONTE 2001), de différents mécanismes permettant le passage des individus et des groupes d'une identification tribale à une autre, à l'instar notamment de la réinterprétation de généalogies, de certaines formes d'adoption, et des alliances, politiques ou par le mariage.

¹⁷³ De nombreux adjectifs sont utilisés par nos interlocuteurs pour qualifier les différentes eaux : on parle d'une eau *naḍīfa* pour dire qu'elle est propre ou *washkhāna* pour dire qu'elle est sale. Si elle est pure, elle sera qualifiée de *beḍā* (blanche) ou encore *naga'*. Si elle a bon goût, on la considèrera *helwa* (douce) et si au contraire elle a mauvais goût, elle sera *malḥa* (salée) ou encore *morūria* (amère).

¹⁷⁴ Le terme provient de la même racine que le mot *sāgīa* qui veut dire « irriguer », « faire boire ».

ou l'espace enregistré comme résidentiel en 1925. Lorsqu'ils sont récents ou datés, les puits peuvent en revanche être associés à la construction de nouvelles maisons après 1925. Enfin, l'absence de puits dans un secteur indique que les lieux ont été bâtis après la mise en place du réseau d'adduction amenant l'eau directement dans chaque domicile. Lita explique à propos des puits :

« Les puits étaient placés dans l'angle de la cour de certaines maisons. Ils étaient divisés au milieu par un rideau, ou par un mur de manière à réserver une moitié pour les gens de la maison, tout en laissant l'autre moitié disponible pour tous ceux qui en avaient besoin » (entretien 54, 26/07/2011).

D'autres interlocuteurs racontent qu'il y avait à Tuti un puits dans chaque *farīg*¹⁷⁵ (figure 1) ou secteur d'habitation, une partie de ceux-ci étant reconnus, notamment dans l'« ancien village », par le nom d'une famille étendue qui habitait la zone – à l'instar du Farīg Khatab ou du Farīg al Imam. Certains intellectuels de Tuti précisent toutefois que les secteurs d'habitation ne coïncident plus avec des familles spécifiques au moins depuis les années 1960 (AL BESHIR AL HASSAN 1964, p. 37). Plusieurs appellations de *farīg* font référence à des caractéristiques particulières de ceux-ci, tels que le Farīg Four (secteur habité par les gens du Darfour) ou du Farīg Jezur (secteur du boucher).

Pour se repérer sur l'île, les gens ajoutent aux *farīg* d'autres divisions spatiales : certains évoquent par exemple les cinq *ḥay* (secteur) établis par l'administration dans les années 1970 dont ils peuvent définir les limites avec précision. Ils s'appuient également sur des zones plus vastes englobant des espaces d'habitation et des surfaces agricoles, comme le secteur Sara au Sud de l'île où aboutit de nos jours le pont de Tuti. Nous pouvons aussi citer le secteur Maḥata au centre de l'espace habité où se trouve le marché – avec notamment de boucheries, des épiceries, des tailleurs – et le lieu de départ et d'arrivée des bus pour Khartoum. Au Nord de Maḥata s'étend le secteur Malaja, puis, dans la partie Sud-ouest de l'île, le secteur Shikirtab dont le nom fait référence à une importante famille étendue de l'île. Le secteur Domāt correspond quant à lui aux habitations construites depuis les années 1960 sur le côté Est de l'« ancien village », au Nord duquel se trouve le secteur al Aḡalīm – banlieue, périphérie – et le secteur Worsha – de l'anglais *workshop* – dont la dénomination fait référence, selon certains de nos interlocuteurs, à une zone où existaient des ateliers pour le travail du fer (figure 1).

¹⁷⁵ Partie, section. En milieu nomade, ce mot désigne des campements qui regroupent généralement un père avec ses enfants et petits-enfants. Pour autant, le terme glisse souvent vers une signification de groupe de parenté, et ne doit pas être confondu avec le mot *fāri'* qui signifie branche, et dans le langage de la parenté peut se référer à un lignage.

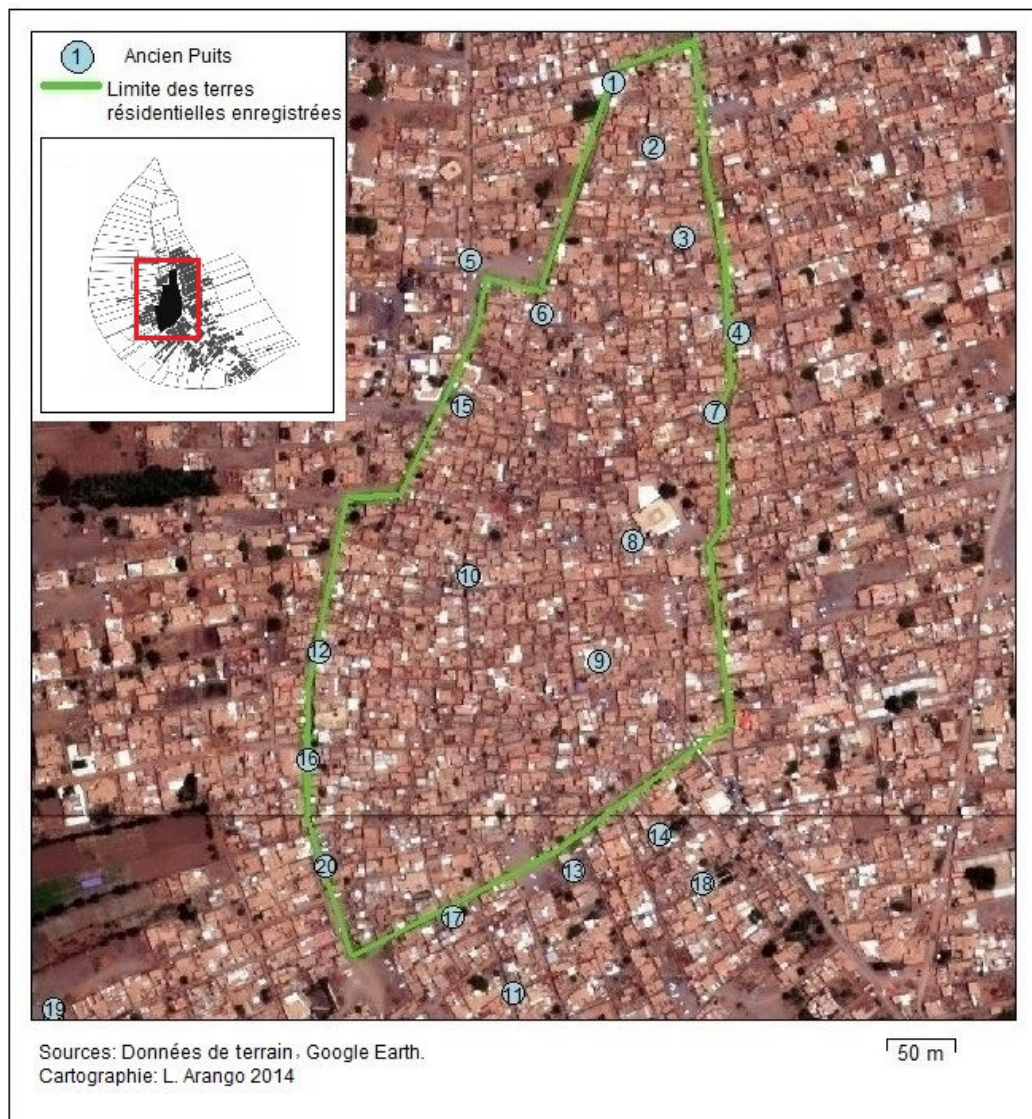


FIGURE 1 : LES Puits DE TUTI SUR IMAGE AERIENNE.

Les puits portent le plus souvent le nom ou le surnom de celui qui les a fait creuser (tableau 5), et sont par ce biais associés aux familles (*'aila*) et aux *farīg* de ces individus : les gens évoquent par exemple le puits al Imam (n°6 dans le tableau 5) qui a été créé par Imam Mohammed et est situé dans le Farīg al Imam. D'autres parlent du puits Hamed Sajur (n°1 dans le tableau 5), localisé dans le Farīg Sawajir à l'intérieur du *dār*¹⁷⁶ as-Sawajir. Les puits sont donc aussi liés à des spatialités particulières : la mosquée, le *ḥōsh*¹⁷⁷ de la famille de celui qui l'a fait creuser, ou encore les lieux de rencontre et de prière tels que les *diwān*¹⁷⁸ et les

¹⁷⁶ A Tuti, le mot fait référence aux lieux de prière et d'enseignement du Coran. Le mot *dār* peut cependant avoir différentes significations selon le contexte : dans le Soudan pastoral, il est utilisé dans le sens de « pays » ou « territoire » (CASCIARRI 2013a).

¹⁷⁷ Cour. Les gens parlent de la cour d'une maison ou d'une cour d'animaux – *ḥōsh-al-bagāra* veut par exemple dire « l'enclos des vaches ». L'association du mot au nom d'un homme indique l'espace d'habitation de sa famille étendue pouvant regrouper plusieurs générations. Nous y reviendrons plus loin (§ 5.2).

¹⁷⁸ Lieux masculins de débats et réunion et d'accueil d'hôtes. Cette pièce est installée dans une annexe de l'espace domestique. Elles portent le nom de l'homme responsable de la maison et souvent ce nom perdure à travers les années.

dār. Or, créer un puits était onéreux et celui qui en fondait un était tenu, par devoir religieux¹⁷⁹, de partager son eau avec quiconque en avait besoin, c'est pourquoi la mise à disposition de la ressource par l'ouverture d'un puits transcrit à la fois un pouvoir religieux et économique.

	NOM ASSOCIE AU PUIITS	ESPACE SOCIAL ASSOCIE AU PUIITS	FAMILLE ASSOCIEE AU PUIITS	SECTEUR
1	Hamed Sajur	<i>Dār</i> Hamed	Sawajir	Worsha
2	Worsha			Worsha
3	Fakī al Mudawi	<i>Ḥosh</i> al Fakī al Mudawi		Domāt
4	Haj al Nur	<i>Diwān</i> al Nur		Domāt
5	Khojali al Maḥi			Farīg Four
6	Imam Mohammed Al Sheīkh Idris	<i>Diwān</i> al Imam	Al Imam	Farīg Four
7	Osman Balul		Balulab	Domāt
8	al Mesit (la mosqué)	Puits de la grande mosquée		
9	Abbas Ali Shawish	<i>Dār</i> Shaoshab	Shaoshab	Malaja
10	Haj Babiker	<i>Shāri' al bi'r</i> (rue du puits)		Malaja
11	Bastawi Mohammed Te		Shikirtab	Shikirtab
12	Taḥr			Shikirtab
13	Haj al Amin Khatab	<i>Ḥosh</i> Khatab	Khatatib	Shikirtab
14	al Ḥibir al Mughtar	<i>Diwān</i> al Ḥibir/ <i>Ḥosh</i> al Ḥibir/ <i>Dār</i> al Ḥibir	Nās al Ḥibir, Asmalab	Maḥata
15	Amin Ahmed Ḥamza			FarīgFour
16	Khojali Hamid			Shikirtab
17	Haj Youssif		Shikirtab	Shikirtab
18	Abdel Wahab Jerafi			Maḥata
19	Nur Al Din			Shikirtab
20	Salih	<i>Ḥosh</i> al Aḡib	Shikirtab	Shikirtab

TABLEAU 5 – RECENSEMENT DES PUIITS DE TUTI

En outre, creuser un puits permettait également d'ancrer les familles dans le village et servait parfois à légitimer leur appartenance au groupe dominant des Nās Tūtī. Comme nous l'avons expliqué précédemment (§ 2.2.1), les Maḥass sont souvent présentés dans la littérature comme l'unique affiliation tribale de l'île mais nous avons néanmoins recensé, parmi les propriétaires des puits, des individus identifiés aux tribus Awāmra (puits n°1 dans le tableau 5) et Jāfra (puits n°13 dans le tableau 5). Au cours d'une de nos conversations, Hanin,

¹⁷⁹ Nous reviendrons sur ce devoir (§ 5.4.4.)

appartenant à la famille Khatab et s'affiliant à la tribu Jāfra, précise ainsi : « Je ne suis pas Maḥass, mais je suis née à Tuti, je peux dire que je suis Nās Tūtī, non ? Tu as vu que nous avons un puits là-bas dans le *ḥōsh* Khatab ». L'évocation de l'histoire collective par les formes de gestion de l'eau devient alors aussi bien une source d'analyse qu'une arène de contestations. Telle qu'elle est évoquée par Hanin, elle constitue à la fois le lieu de convergence de subjectivités diverses et un champ de pouvoir à l'instar de ce que certains auteurs ont pu remarquer concernant d'autres situations en Afrique (COMAROFF et COMAROFF 1992).

Le détour par ces anciens puits contribue à rendre intelligibles les degrés de l'altérité à Tuti pour l'observateur externe. Si nous avons noté que les références à l'appartenance aux tribus Shaygāa ou Ja'alīn servent à marquer un niveau d'étrangéité pour certains de nos interlocuteurs – ce sont des Soudanais arabisés, organisés en tribus mais « étrangers » à Tuti – ceux qui s'identifient comme Jāfra ou Awāmra peuvent dans certaines situations – par exemple en mobilisant l'existence de puits associés à leurs familles – se revendiquer comme Nās Tūtī bien que n'étant pas reconnus comme Maḥass. A ce titre, l'observation des formes d'accès à l'eau permet de rendre compte de ces différentes nuances d'altérité à Tuti.

2.2.5. La « révolution de Tuti » 1944-1946

En 1944, une importante confrontation oppose des habitants de Tuti à la police de la ville après que le gouverneur a émis une demande officielle d'évacuation de l'île. Bien que n'étant pas né au moment de l'événement, Muntazir, volontaire en charge de l'administration du système d'irrigation de l'île depuis les années 2000, relate l'épisode de la manière suivante lors de notre première rencontre :

« Je voudrais d'abord parler de ce qu'a été la révolution de Tuti. A cette époque-là les Anglais étaient les colonisateurs du Soudan et ils voulaient prendre 350 *feddān*¹⁸⁰ des terres de Tuti pour faire des études sur l'agriculture (...) Alors [les gens de Tuti] sont allés voir le gouverneur (*mudīr*) de Khartoum, qui leur a dit qu'ils ne pouvaient plus construire sur l'île et qu'à cet effet il allait réquisitionner leurs terres. Les gens de Tuti ont complètement refusé la saisie des 350 *feddān* et [le gouverneur] a donc décidé de réquisitionner toutes les terres de Tuti. Les gens ont répondu qu'il ne pouvait même pas prendre un *shiber*¹⁸¹ et sont allés voir un leader (*za'īm*) de Tuti qui s'appelait Mustafa Khalid. Il a dit aux gens "[les terres de] Tuti

¹⁸⁰ Joug de bœufs. Unité de mesure de superficie qui indique la surface qui peut être labourée par des bœufs dans un temps donné. Il s'agit d'une des rares unités de mesure non métriques qui est encore officiellement utilisée pour mesurer les terres agricoles au Soudan et en Egypte. Dans le système métrique décimal, un *feddān* équivaut à 4 200 m² (FRANCK 2007).

¹⁸¹ Selon différents interlocuteurs, il s'agit d'unité de mesure de longueur qui indique la distance comprise entre la pointe du pouce et la celle du doigt auriculaire lorsque la main est ouverte.

seront réquisitionnées, c'est indiscutable". Les gens ont dit "nous allons voir le gouverneur et nous allons le tuer". Du coup il ya eu une dispute entre ces gens de Tuti et la police, il y avait une mitrailleuse et [les policiers] ont tué un des gens de Tuti qui s'appelait Ahmed Mohammed Youssif. C'est le martyr¹⁸² de Tuti. Ensuite les gens de Tuti sont entrés dans les bureaux, le gouverneur s'est évadé par une cachette et la police n'arrivait pas à contrôler les gens de Tuti, ils ont dû demander des renforts de Bahri et Omdourman. Lorsqu'ils sont arrivés, ils ont arrêté autour de vingt personnes, dont Mustafa Khalid qui est resté deux ans en prison » (entretien 47, 21/01/2010).

Créé en 1940, le Comité de Conservation des Sols au Soudan a en effet conseillé au gouvernement d'acheter la totalité des terres de l'île et de faire déménager les résidents du village de Tuti. L'objectif consiste alors à mettre en place un schéma d'irrigation par pompage pour fixer les dunes de l'île qui, avec les crues, dérivait du côté de Khartoum tout en fournissant des terres d'expérimentation à l'École d'Agriculture (LOBBAN 1981 ; DAVIES 1994). Pour autant, les incidents déclenchés par l'annonce des intentions du gouvernement ont conduit à l'arrêt du projet.

Dans le contexte politique bouillonnant des années 1940 pendant lequel l'indépendance du Soudan commence à se dessiner, l'événement prend une ampleur inattendue et est considéré en tant que fait révolutionnaire, symbole de résistance et opposition à l'administration coloniale. Ismail Azhari, leader principal du parti de l'Ashiga¹⁸³ et futur premier président du Soudan indépendant en 1956, prononce alors un discours lors de la célébration à Tuti de la libération de Mustafa Khalid le 26 février 1945 (LOBBAN 1981). C'est dans ce cadre que des habitants de Tuti, membres actifs du parti, proposent la création de la « Compagnie de Développement de Tuti »¹⁸⁴ en 1946. Parmi les principaux objectifs de celle-ci, citons la systématisation du transport au sein de l'île et avec Khartoum, le tracé des rues, l'amélioration des circuits de vente des produits agricoles, l'aide au commerce et la création d'un système collectif d'irrigation¹⁸⁵. Le fils de Mustafa Khalid, leader de la révolution de Tuti, retrace la création de la compagnie d'un ton excité qui plonge ses

¹⁸² Ahmed Mohammed Youssif est inmanquablement mentionné dans les différents entretiens et les textes locaux comme le martyr (*shāhid*) de la révolution de Tuti et sa mort est qualifié d'*istishad*, soit la mort d'un martyr ou la mort héroïque. L'école élémentaire des garçons a été rebaptisée en 1997 « Ecole élémentaire du martyr Ahmed Mohammed Youssif » (AL NŪR IBRAHIM, sans date).

¹⁸³ Le parti de l'Ashiga qui veut dire « frères utérins » demandait l'indépendance du pays et l'unité de la Vallée du Nil par l'alliance avec l'Égypte (BLEUCHOT 1989a).

¹⁸⁴ *Sherikāt ta'mīn Tuti* en arabe ou *Tuti Development Company* selon nos interlocuteurs anglophones (entretien 39, entretien 47, entretien 52).

¹⁸⁵ Le texte qui contient les statuts de la compagnie est gardé jalousement par Muntazir, qui était administrateur *ad honorem* de la compagnie lors de notre travail de terrain. Il avait en effet tapé à l'ordinateur le texte à partir des manuscrits laissés par son père qui était secrétaire de la compagnie au moment de sa création.

interlocuteurs dans l'intensité de ce processus et fait ressortir l'importance de ce dernier pour les gens à l'époque :

« Les gens de Tuti¹⁸⁶ ont dit "nous allons développer notre village par nous-mêmes" ils étaient des hommes pauvres, mais ils savaient qu'ils pouvaient (...) Les Britanniques ont mis des conditions très difficiles pour mettre en place la compagnie, [quand les gens de Tuti] ont envisagé la création d'une coopérative, ils ont dit "non, ce n'est pas prescrit par la loi, la loi dit que le développement doit se faire par des compagnies [privées]" (...) Ils ont demandé [aux gens de Tuti] de faire l'irrigation correctement, pas comme les dernières 40 années. Le canal que vous avez vu a été fait avec des briques, mais il était difficile de mettre des briques à l'époque (...) Ils voulaient rendre les choses difficiles, puis ils ont demandé un engin à diesel avec un certain nombre de chevaux de force (...) finalement ils ont dit que le capital initial de la compagnie ne devait pas être en dessous de 8 000 livres, à cette époque, 8 000 ! Il n'y avait pas un seul Soudanais ayant huit livres dans sa poche ! Comme disait mon père, cela a été une vraie bataille pour collecter la somme. Le conseil d'administration de la compagnie a mis en place la vente d'actions pour les gens de Tuti, certains ont vendu les moutons et les ânes, et tout ce qu'ils avaient, et ceux qui avaient plus d'argent ont mis plus d'argent, comme mon père qui était retraité du gouvernement et qui mit la moitié de l'argent pour fonder la compagnie » (entretien 52, 04/02/2010).

Si l'on considère les différents buts de la compagnie, celui qui apparaît le plus durable et de plus grande envergure reste le projet collectif d'irrigation qui, imposé par les logiques de l'administration coloniale, vient se superposer au modèle plus particularisé et fragmenté de la *sāgīa* qui a été en usage à Tuti jusqu'aux années 1970. Portant couramment le nom de celui qui l'a mis en place ou la fait fonctionner¹⁸⁷, la *sāgīa* désigne alors un groupe de coopération qui pourvoyait en eau d'autres agriculteurs.

Les récits de la « Révolution de Tuti » et de la création de la compagnie de développement, où apparaissent les figures emblématiques du héros¹⁸⁸ et du martyr, sont devenus des points de repère historiques que les chercheurs ont eux-mêmes contribué à consolider¹⁸⁹. Or, le système collectif d'irrigation apparaît dans ces conversations comme un

¹⁸⁶ Dans cet entretien qui s'est déroulé en anglais notre interlocuteur parle de *Tuti people* ou de *Tutians*. Dans le contexte de la création de la compagnie de développement, le terme « gens de Tuti » inclut avant tout les hommes propriétaires des terres. On ne mentionne ni les femmes ni les migrants récents de l'Ouest du Soudan dans la création de la compagnie et nos interlocuteurs dont les parents y auraient participé revendiquent différentes affiliations tribales.

¹⁸⁷ Nous avons pu recueillir auprès de nos interlocuteurs certains noms de *sāgīa* qui fonctionnaient à Tuti : la *Sāgīa Wad Adlan* (des fils d'Adlan) située sur la *sāgīa* n°4, la *Sāgīa Ahmed Wad Khojali* (Ahmed le fils de Khojali) ; la *Sāgīa Hassan Ahmed*, la *Sāgīa al Fakī*, sur la *sāgīa* n°8 ; et la *Sāgīa al Rabati* aussi sur la *sāgīa* n° 4 (carte 6).

¹⁸⁸ Dans les différents entretiens, on se réfère à Mustafa Khalid en tant que *za'īm* (leader, chef) et dans les entretiens en anglais, on l'évoque comme *chief*, *hero*, et *leader*.

¹⁸⁹ Richard Lobban (1981) a mené une importante recherche dans les archives de la Cour pénale de l'époque pour retracer de manière détaillée l'évolution de la situation tandis que d'autres académiciens ont mentionné l'événement (DAVIES 1994 ; HILL 1965). En outre, les nombreux mémoires universitaires des étudiants de Tuti, au sein de disciplines aussi diverses que l'anthropologie, les sciences politiques ou les études de développement, ne manquent pas de retranscrire ces passages.

marqueur spatiotemporel dont nos interlocuteurs se servent pour penser la trajectoire historique de leur propre société : pour certains, la construction du canal constitue l'origine de « la transformation socioéconomique » ayant bouleversé définitivement le panorama social de l'île. Mustafa raconte à ce propos :

« On a fait le canal, et l'irrigation a aidé les gens à envoyer leurs enfants à l'école, avant cela était difficile parce qu'ils avaient besoin d'eux pour tirer le *shadūf*¹⁹⁰, mais aujourd'hui même une personne de soixante ans peut faire de l'agriculture parce qu'il y a l'eau [du canal] (...) Depuis longtemps il n'y a plus d'analphabétisme à Tuti, tous les gens sont scolarisés, beaucoup plus que dans d'autres lieux du Soudan (...) le système d'irrigation a été mis en place comme un [déclencheur de] transformations sociales des Tutiens et ça arriva, tous les Tutiens sont éduqués aujourd'hui (...) nous appelons cela la transformation économique et sociale de Tuti qui fut achevée dans les années soixante » (entretien 52, 04/02/2010).

Or, ces récits, qui évoquent un avant et un après liés à différents aspects – telles l'incorporation de l'irrigation motorisée, l'introduction du vote, ou la construction de maisons en brique –, glissent souvent dans un contraste entre l'« urbain » et le « rural », l'« éduqué » et le « non éduqué », voire le « traditionnel » et le « moderne ». C'est par exemple le cas des propos de Manal, cités précédemment (§ 2.2.3), qui fait ainsi coïncider l'exercice du *'omda* avec un temps révolu où les gens n'étaient pas instruits. Parmi nos interlocuteurs, certains expliquent la « modernité » par l'abandon de l'agriculture par les gens de Tuti, ou encore l'ouverture des habitants aux « étrangers ». C'est aussi le cas d'Abdallah (71 ans) qui explique :

« Avant la société était « étroite » (*ḍaīg*), vous pouvez la considérer comme une société faible (...) il n'y avait pas de maisons en briques, toutes les maisons étaient faites en terre (...) mais la vie est devenue civilisée (*ḥaḍarīa*) ou urbaine (*medanīa*). Les citoyens ont étudié (...) » (entretien 55, 30/07/2011).

Ce dualisme structurant les narrations de nos interlocuteurs pour expliquer leur histoire nous confronte cependant à des questionnements similaires à ceux soulevés par James Ferguson dans son travail sur les mineurs du Copper Belt au moment de la crise du cuivre des années 1980 (FERGUSON 1999, p. 82 - 84). Si ces récits s'accommodent très bien de « métarécits modernistes » propres aux modèles théoriques des sciences sociales des années 1950 et 1960 – qui, selon cet auteur, imprègnent encore notre pensée anthropologique¹⁹¹ (FERGUSON 1999, p. 16) –, ils nous semblent inadéquats pour décrire certaines

¹⁹⁰ Balancier pour l'irrigation par élévation, répandu aussi au Moyen-Orient (DELMET 1986, p. 69).

¹⁹¹ Ces récits locaux ont largement été relayés par des travaux académiques sur l'île menés entre les années 1960 et 1990 (AL BESHIR AL HASSAN 1964 ; HILL 1965 ; IBRAHIM et LOBBAN 1975, 1979 ; DAVIES 1991). Selon James Ferguson les travaux anthropologiques en Afrique à l'époque étaient basés sur des récits téléologiques concevant l'urbanisation comme un processus linéaire se développant en phases consécutives. Les réalités ne participant pas à ce mouvement évolutionniste étaient à ce titre considérées comme pathologiques ou anormales (FERGUSON 1999).

caractéristiques de la réalité que nous avons découvert au fur et à mesure du déroulement du travail de terrain¹⁹².

L'idée de la « transition progressive d'une tradition rurale à une modernité urbaine » (FERGUSON 1999, p. 84) n'explique pas pourquoi les habitants de Tuti continuent d'avoir la réputation, répandue dans différentes sphères, d'être « traditionnels », « arriérés » et « fermés »¹⁹³. En outre, la vision largement moderniste adoptée par nos interlocuteurs sur leur propre société n'explique pas non plus la permanence de l'agriculture et de l'élevage sur l'île tout comme la persistance d'habitations en terre. Structurés sur le dualisme entre ruralité et urbanité, ces récits omettent d'importantes relations de pouvoir autour de l'accès aux ressources, au logement ou à l'éducation. A cet égard, ces rapports se dessinent sur l'île en opposant les personnes considérées comme étant Nās Tūtī et celles qui habitent sur l'île tout en étant considérées comme « étrangères ». Or, ces relations de pouvoir, qui sous-tendent la différenciation entre « ruralité » et « urbanité », façonnent profondément la manière de comprendre l'environnement et de gérer les ressources proches¹⁹⁴.

2.2.6. Tuti dans les années 1960 – 1970 : mise en place du réseau urbain

Lorsque le Soudan devient indépendant en 1956, les statistiques nationales estiment qu'il y a 5 851 habitants à Tuti. La seule étude que nous avons trouvée sur la situation socioéconomique de la population¹⁹⁵ a par ailleurs été menée en 1964 : son auteur signale que l'enquête concerne seulement les *islanders*¹⁹⁶ dont il estime le nombre à 3 939, parmi lesquels il retrouve 413 employés du gouvernement, 564 étudiants, 350 salariés dans des emplois divers, 64 marchands et 104 agriculteurs (AL BESHIR AL HASSAN 1964).

¹⁹² La question de l'usage de la notion de « modernité » a été récemment relevée dans les études soudanaises par l'historienne Iris Séri-Hersch qui, en faisant une révision exhaustive de l'usage de la notion dans des travaux historiques récents sur le pays propose de faire une distinction de la « modernité » entre catégorie pratique et catégorie d'analyse (SERI-HERSCH 2012b).

¹⁹³ Différentes personnes habitant à Khartoum ou à Omdourman ont fait référence à ces caractéristiques. Celles-ci sont aussi évoquées dans des travaux académiques (LOBBAN 1975 ; DAVIES 1994), tandis que les diplomates et les étudiants européens que nous avons rencontré lors de notre travail de terrain entérinaient ces images de la population de Tuti. Nous allons traiter plus en détail ces différents préjugés dans la troisième partie de la thèse (§ 8.2.2).

¹⁹⁴ Nous aborderons cette problématique dans différents points de la thèse (§ 5.4. et § 8.2.5.)

¹⁹⁵ Cette étude est contenue dans un mémoire de Master en géographie réalisé à l'Université de Khartoum par Omer Beshir al Hassan qui est né à Tuti et y a habité jusqu'à son départ pour les Etats Unis pour continuer ses études en vue d'obtenir un doctorat (entretien 49, 01/02/2010).

¹⁹⁶ L'auteur écrit à ce propos : « *There are many non-islanders in Tuti who came to work as agricultural laborers and manual workers in the island. I did not have time to include these people in my census, and so I restricted it only to the islanders, but I estimate their number at not more than 300* » (AL BESHIR AL HASSAN 1964, p. 41).

Dans les années 1960, certains auteurs soulignent l'augmentation considérable de la population (IBRAHIM et DAVIES 1991) et une expansion rapide des habitations sur les terres agricoles (LOBBAN 1975). C'est au cours de la même décennie que l'électricité va parvenir jusqu'à Tuti, et que vont avoir lieu les premières tentatives de construction d'un réseau collectif pour l'adduction de l'eau domestique (HILL 1965).

La mise en place de ce système d'adduction s'est étalée sur plusieurs années dans le village de Tuti. En 1964, un premier projet est réalisé en vue de raccorder les habitants de l'île au réseau urbain à partir de la station de Mogran, qui a été construite entre 1964 et 1970. Des tuyaux traversent alors le Nil depuis Khartoum pour desservir directement la population dans la décennie de 1970, jusqu'à ce qu'ils soient brisés par la force du fleuve. Les propriétaires des puits – qui avaient été fermés – les ont rouverts en utilisant des motopompes pour obtenir de l'eau. Dans un deuxième temps, la municipalité a essayé d'apporter la ressource aux habitants de Tuti à partir de la station de pompage de Khartoum Nord, mais ce projet n'a pas abouti et les autorités ont dû creuser un puits desservant tout le village depuis le centre de celui-ci, en l'occurrence près de la mosquée principale. La qualité de l'eau de ce puits n'atteignait toutefois pas les standards internationaux que la CEWA était tenue de respecter depuis la création de l'OMS dans les années 1950. C'est pourquoi les gens ont continué à utiliser l'eau des puits domestiques pendant un certain temps, alors que la municipalité envoyait des ferries transportant des voitures chargées d'eau pour approvisionner la population. Le territoire, tout comme ses habitants, paraît jusqu'ici « résister » à être connecté à la ville au moyen du réseau hydrique.

L'échec de ces différentes tentatives a conduit à la construction d'une station de pompage et de traitement sur l'île qui a été achevée en 1984. Entamée avec le projet de 1964, la division des espaces privés et publics dans le partage de l'eau s'est renforcée par l'installation du réseau de tuyaux et de robinets domestiques qui s'en est suivi. L'usage collectif des puits a ainsi été modifié, transformant à son tour les manières de penser l'eau et de la partager : celle-ci, jusqu'alors protagoniste de la scène publique, disparaît plus ou moins des rues avec le déplacement des points d'accès à la ressource à l'intérieur des cours des maisons. En outre, les gens deviennent plus dépendants les uns des autres pour accéder à l'eau en raison du partage des mêmes tuyaux, bien que l'enfouissement de ceux-ci rend moins visible cette interdépendance. Enfin, les individus perdent leur espace de maîtrise de l'eau avec la prise en charge de sa gestion par une institution étatique, depuis le captage jusqu'à la distribution. Il nous semble que c'est en ce sens que l'observation des transformations sur les

modalités d'accès à l'eau permet d'analyser les changements propres à la ville moderne, lesquels consistent pour certains auteurs en une reconfiguration des « enjeux de l'organisation collective du territoire et du gouvernement des hommes » (BERTHO 2007, p. 26).

Or, ce passage de l'usage des puits au réseau urbain ne s'est pas déroulé sans difficulté, notamment d'un point de vue moral. Selon différents interlocuteurs, la clôture des puits nécessitait en effet la permission du *sheikh* (religieux) puisque la fermeture de points d'eau publics était considérée comme un péché en ce qu'elle contraignait leur usage potentiel pour des personnes dans le besoin. Bien que cette autorisation ait été obtenue, et que les puits de Tuti aient fini par être fermés, le consensus quant à cette clôture fait débat encore trois décennies après. En l'occurrence, Halima, (60 ans), originaire de la ville de Gedaref à l'Est du Soudan, nous a ainsi expliqué qu'après son mariage, elle était venue vivre dans la maison des parents de son mari à Tuti où se trouvait un puits connu sous le nom de Bi'r al Worsha (puits n°2 dans le tableau 5). Dans les années 1980, la famille a décidé de fermer le puits définitivement en raison du fonctionnement stabilisé du réseau urbain, et en fait un siphon avec la permission du *sheikh*. Or, Halima nous a raconté qu'ils ont dès lors toujours eu de graves problèmes avec le siphon qu'il a fallu vider et nettoyer à plusieurs reprises, plus fréquemment que ceux des maisons voisines. Pour notre interlocutrice, ces difficultés constituent un châtement pour avoir fermée une source d'eau et l'avoir transformée en réservoir d'eaux usées.

Ce récit témoigne surtout de la disparition sur l'île des derniers points d'eau placés dans l'espace public : avec la consolidation du système de robinets domestiques, la plupart des puits ont été entièrement intégrés dans la cour des maisons et certains ont même été transformés en latrines. D'autres peuvent être observés en dehors des maisons ou dans des lieux de socialisation comme les *diwān* et les *dār* (photo 7), mais, qu'ils soient visibles ou non, leur usage demeure toutefois inscrit dans la mémoire de ceux qui les ont vus fonctionner. Ces personnes associent encore les puits à des agencements socio-spatiaux comme les *farīg* tout en les insérant dans la compréhension de l'espace géographique¹⁹⁷ et dans le tissu social de l'île.

¹⁹⁷ Certaines personnes nous ont parlé par exemple de la rue du puits qui conduisait au puits Hajj Babiker dans le secteur de Malaja.



PHOTO 7: Puits HAJ AL AMIN KHATAB. Octobre 2011. L. Arango.

Entre les années 1973 et 1983, la population de Tuti est passée de 6 515 à 7 231 habitants (DAVIES 1994) et c'est à cette même époque que l'administration indigène a été formellement abolie avec le *People's Local Government Act* de 1971 promulgué par le gouvernement de Gaafar Nimeiry (1969–1985). Les leaders locaux ont alors été officiellement destitués de leurs postes et, selon quelques auteurs, on leur a explicitement interdit de participer aux nouveaux conseils populaires décrétés par cette loi¹⁹⁸ (KEVANE et GRAY 1995, p. 275). Si les leaders locaux ont pu maintenir de différentes manières leur légitimité et leur autorité dans de nombreux lieux au Soudan¹⁹⁹, ces institutions étaient affaiblies de longue date à Tuti. A ce titre, Abdallah nous explique :

« Après les années 1960 (...) les citoyens ont étudié et les personnes âgées et leurs enfants aussi (...) Ça a commencé en 1956, après l'indépendance (...) l'institution du *sheikh* a été contestée. Après il y a eu l'union communiste et les conseils populaires, cela a anéanti le gouvernement local » (entretien 55, 30/07/2011).

¹⁹⁸ Nous utilisons ici le terme « conseil populaire » pour différencier ceux qui ont été créés par le *People's Government Act* de 1971 des « comités populaires » conçus lors de la reprise de l'administration indigène en 1994. Les habitants de Tuti utilisent néanmoins le terme *lajna sha'biya* pour désigner les deux institutions politiques.

¹⁹⁹ Comme le notent quelques auteurs, l'autorité de ces hommes âgés est restée légitime au niveau local dans certaines parties du Soudan, même après l'abolition de l'administration indigène. De nouveaux *sheikh* apparaissent même avec la réactivation de cette dernière en 1994-1995 (CASCIARRI 2009b, TERAIFI 1987).

Avec la mise en place des nouveaux conseils populaires créés par la loi de 1971, Tuti a été divisée administrativement en cinq quartiers ou secteurs numérotés (*hay 1, hay 2, hay 3...* etc.), chacun d'entre eux disposant d'un centre de distribution de denrées subventionnées (*ta'aun*). C'est la première fois que le village est officiellement fractionné à des fins administratives, et cette division correspond à la reclassification de l'île dans la zone urbaine de l'Etat de Khartoum alors qu'elle avait été considérée jusqu'alors comme faisant partie des zones rurales.

Tout au long de leur histoire, les habitants de Tuti paraissent liés à l'agglomération de Khartoum par des biais différents. Fondateurs de la ville pour certains, ils vont devenir des pourvoyeurs de denrées agricoles pour les habitants de Khartoum pendant la période turco-égyptienne. Plus tard, l'île va abriter le trésor du Mahdi avant de faire l'objet de projet divers émanant de l'administration urbaine pendant la période de colonisation britannique. Pendant tout le XX^e siècle, les habitants de Tuti connaissent un statut ambigu entre les tentatives administratives pour inclure l'île dans le rayon de la ville, mais aussi le désir mêlé d'appréhension des habitants face à cette intégration dans l'espace urbain. Pour donner du sens à l'histoire et aux dynamiques d'un espace doté de grandes étendues agricoles et placé au milieu d'une agglomération en expansion rapide, les différents acteurs sociaux mobilisent une vision dichotomique entre ruralité et urbanisation. Celle-ci devient structurante pour exprimer certaines réalités liées à la gestion des ressources et de l'espace, qu'il s'agisse de l'expansion du village, des divisions socioprofessionnelles mais aussi de l'accès à l'eau comme nous le verrons par la suite.